

RACINES

Recherches,
Actions
Communautaires,
Initiatives pour un
Nouvel
Espoir



RAPPORT D'ACTIVITÉS 2016



(229) 21 30 21 14



racines@ong-racines.org



www.ong-racines.org



Lot 1680 Fidjrossè-Centre
08 BP 85 Tri-postal Cotonou (Rép du Bénin)

TABLE DES MATIERES

Table des matières

RAPPORT NARRATIF	3
SIGLES ET ACRONYMES	4
Chapitre I : PRESENTATION DE RACINES	5
1. CREATION ET SIGNIFICATION	6
2. VISION DE DEVELOPPEMENT.....	6
3. MISSION.....	6
4. ORGANISATION.....	6
5. LOGIQUE D'INTERVENTION.....	6
6. PRINCIPES ET VALEURS.....	6
7. PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITES	7
8. ZONES D'INTERVENTION	7
9. BUDGET ANNUEL.....	7
10. PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS.....	7
11. COLLECTIFS ET RESEAUX D'APPARTENANCE	7
12. RECONNAISSANCES ET AGREMENTS.....	7
Chapitre II : BILAN DES ACTIVITES MENEES	8
Section 1 : SECTEUR SANTE : Lutte contre le VIH/SIDA.....	9
1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	10
1.1 OBJECTIF GLOBAL DU SECTEUR.....	10
1.2 PRINCIPALES ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	10
2. PROJETS MIS EN ŒUVRE ET PARTENAIRES.....	10
3. PRINCIPALES REALISATIONS PAR AXE D'INTERVENTION	11
3.1 : ACTIONS DE PREVENTION IST/VIH	11
3.2 : PRISE EN CHARGE MEDICALE	11
3.3 : SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE CHEZ LES JEUNES, LES ADOLESCENTS ET LES FEMMES VIVANT AVEC LE VIH	12
4. REDUCTION DE LA TRANSMISSION DU VIH DE LA MERE A L'ENFANT.....	13
4.1. LES CPN ET PROTOCOLE PTME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES	13
4.2 LE SUIVI MEDICAL DES ENFANTS NES DE MERES SEROPOSITIVES	13
4.3 LE SUIVI NUTRITIONNEL DES ENFANTS NES DE MERES SEROPOSITIVES	13
5. IMPLICATION DES HOMMES DANS LA PRISE EN CHARGE FAMILIALE DU VIH	13
6. AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA	14
Section 2 : SECTEUR EDUCATION	17
1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	18
1.1 OBJECTIF GLOBAL DU SECTEUR.....	18
1.2 PRINCIPALES ORIENTATIONS STRATEGIQUES.....	18
2. PROJETS MIS EN ŒUVRE ET PARTENAIRES.....	18
3. POINT DES REALISATIONS DE L'ANNEE.....	18
3.1. EDUCATION FORMELLE ET ALTERNATIVE EDUCATIVE	18
3.2 : GOUVERNANCE EDUCATIVE	22

3.3 PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS	24
Section 3 : GOUVERNANCE ET RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	27
1. FONCTIONNEMENT DES ORGANES.....	28
2. ACTIVITES DE VISIBILITE ET DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	28
3. POINT DES MISSIONS.....	29
3 1. MISSIONS ACCEULLIES A RACINES	29
3 2. MISSIONS EFFECTUEES PAR L'EQUIPE RACINES	29
4 EQUIPE DE REALISATION ET FORMATIONS.....	30
4 1. EQUIPE DE REALISATION.....	30
4 2 FORMATION DU PERSONNEL.....	31
5. PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	32
RAPPORT FINANCIER	33

RAPPORT NARRATIF

SIGLES ET ACRONYMES

ADIS	: Accompagnement, Dépistage, Informations et Solidarité
AFD	: Agence Française de Développement
AG	: l'Assemblée Générale
AGR	: Activités Génératrices de Revenus
APE	: Associations des Parents d'Elèves
ARV	: Anti Rétroviraux
BAPE	: Bureau de l'Association des Parents d'Elèves
CBO/EPT	: Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous
CCC	: Communication pour un Changement de Comportement
CCS	: Chef de Circonscription Scolaire
CNHU	: Centre National Hospitalier Universitaire
CP	: Conseiller Pédagogique
CPN	: Consultation Prénatale
CPS	: Centre de promotion Sociale
COSACUP	: Collectif des Organisations Non Gouvernementales Signataires d'Accord Cadre avec le Gouvernement et/ou reconnues d'Utilité Publique
CVG	: Comité Villageois de Gestion
DD	: Démonstration Diététique
DE	: Direction Exécutive
DIU	: Dispositif Intra Utérin
ELSA	: Ensemble Luttons contre le Sida en Afrique
EM	: Ecoles Maternelles
EMC	: Ecole Maternelle Communautaire
ENI	: Ecoles Normales d'Instituteurs
ETP	: Education Thérapeutique
HSH	: Hommes Sexe Hommes (hommes ayant des rapports avec les hommes)
IEC	: Information, Education, Communication
IO	: Infections Opportunistes
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OEV	: Orphelin et enfant vulnérable
ONG	: Organisation non Gouvernementale
PCR	: Polymérase Chain Réaction
PDV	: Perdus de Vue
PE	: Pair Educateur
PEC	: Prise en charge
PEV	: Programme Elargi de Vaccination
PF	: Planning Familial
PNLS	: Programme National de Lutte contre le Sida
PT F	: Partenaires Techniques et Financiers
PTME	: Prévention de la Transmission Mère – Enfant
PWH	: Personne Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine
RACINES	: Recherches, Actions Communautaires, Initiatives pour un Nouvel Espoir
RAEE	: Réseau Afrique Enfance Epanouie
RDV	: Rendez-Vous
SIDA	: Syndrome de l'Immuno Déficience Acquise
SSR	: Santé Sexuelle et de Reproduction
UNICEF	: Fond des Nations Unies pour l'enfance
VAD	: Visite A Domicile
VIH	: Virus de l'Immunodéficience Humaine

Chapitre I : PRESENTATION DE RACINES

1. CREATION ET SIGNIFICATION

RACINES (Recherches, Actions Communautaires, Initiatives pour un Nouvel Espoir) est une association béninoise créée le 30 Octobre 1999, enregistrée au Ministère de l'Intérieur sous le N° 2001/069/MISAT/DC/SG/DAI/SAAP-ASSOC du 15 février 2001 et publiée à la page 134 du Journal Officiel du 15 février 2001. Elle a été l'initiative de jeunes cadres béninois soucieux de participer au développement de leur pays. Le choix du nom RACINES, au-delà du sigle, traduit pour ces derniers ; la nécessité que tout développement durable prenne sa source à la base, donc à la racine.

2. VISION DE DEVELOPPEMENT

RACINES se veut être une association professionnelle, communicante, valorisant au mieux ses compétences et expériences à travers des initiatives stratégiques réfléchies et suivies ainsi que des mécanismes appropriés de financement de sa politique.

3. MISSION

L'Association a pour mission de promouvoir un développement durable au sein des communautés parmi les plus vulnérables, dans une logique d'implication active des populations concernées, notamment dans les domaines de l'Education, la Santé, la Sécurité Alimentaire, la Micro finance, la Recherche et l'Appui - Conseil aux organisations. Réalisatrice durable de certaines de ses actions, RACINES se donne aussi pour mission d'appuyer d'autres structures ou acteurs locaux de développement dans une logique de médiation ou d'assistance technique.

4. ORGANISATION

Les trois (3) organes de RACINES sont : l'Assemblée Générale (AG), le Conseil d'Administration (CA) et la Direction Exécutive (DE).

- L'Assemblée Générale est l'organe suprême de décision de l'Association. Elle définit la politique globale et les orientations de l'Association.
- Le Conseil d'Administration est l'organe d'administration de RACINES. Il veille à l'exécution des décisions de l'Assemblée Générale, approuve et vote le budget de fonctionnement de l'Association et représente ses intérêts auprès des partenaires et autres institutions.
- Enfin, la Direction Exécutive est l'organe opérationnel permanent de l'Association. Elle est responsable de l'animation et de l'exécution technique et financière de la politique, des projets et programmes de l'Association.

Outre cette organisation interne, les comptes de l'association sont audités chaque année par un cabinet d'expertise comptable mandaté par le Conseil d'Administration.

5. LOGIQUE D'INTERVENTION

L'approche d'intervention de RACINES est essentiellement centrée sur l'implication et la participation active des populations, des communautés cibles et des divers acteurs susceptibles d'être impactés directement ou indirectement par ses actions. RACINES accompagne les acteurs à pouvoir être autonomes, capables d'initier, de conduire, de suivre et d'évaluer leurs propres actions de développement.

RACINES s'inscrit dans une démarche d'accompagnement de l'Etat dans la mise en œuvre de ses politiques sectorielles. Enfin, pour une meilleure efficacité de ses interventions, RACINES est favorable à la mise en commun des synergies entre acteurs techniques à travers le développement de partenariats.

6. PRINCIPES ET VALEURS

RACINES fonde son engagement et son mandat humanitaire sur trois (3) principes :

- Priorités aux plus démunis ;
- Durabilité des actions ;
- Pérennisation des actions.

L'association défend quatre (4) valeurs fondamentales que sont :

- Professionnalisme ;
- Respect de l'autre ;
- Intégrité ;
- Partage.

7. PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITES

L'Education et la Santé constituent aujourd'hui les deux principaux secteurs d'activités de RACINES.

En outre, RACINES fait du genre et de l'autonomisation des femmes, des thématiques transversales dans toutes ses interventions et envisage également de s'investir dans la sécurité alimentaire et le changement climatique.

8. ZONES D'INTERVENTION

Les interventions de RACINES sont aujourd'hui concentrées dans trois départements avec 15 communes touchées : le département du Littoral (Commune de Cotonou), le département de l'Atlantique (communes de Ouidah, Kpomassè, Tori Bossito, Abomey-Calavi, Sô-Ava, Zê, Allada, Toffo) et le département des Collines (Communes de Savalou, Bantè, Dassa, Glazoué, Panhouian, Savè).

9. BUDGET ANNUEL

Le budget global de l'association pour le compte de l'année 2016 s'élève à **deux cent quatre-vingt-onze millions six cent mille six cent douze francs** (291 600 112 F) CFA.

10. PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- Partenaires institutionnels : MEMP, MESFTP, PSLs,
- Partenaires privés : Association Partage; Sidaction, Solidarité Sida ; Fondation de France, Association GAS, Aide et Action, OCAL, Plan International Bénin, PSI/ABMS.
- Partenaires publics : Agence Française de Développement (AFD), Fonds Mondial.

11. COLLECTIFS ET RESEAUX D'APPARTENANCE

RACINES est membre de :

- Coalition Béninoise des Organisations pour l'Education Pour Tous (CBO/EPT) ;
- Social Watch Bénin, Réseau des acteurs de la société civile pour le contrôle citoyen de l'action publique en Afrique Francophone ;
- Collectif des Organisations Non Gouvernementales Signataires d'Accord Cadre avec le Gouvernement et/ou reconnues d'Utilité Publique (COSACUP) ;
- Alliance Nationale pour la Santé
- Réseau Afrique Enfance Epanouie (RAEE)
- Réseau des Structures de Protection des Enfants en Situation Difficile (ReSPESD)
- Alliance Internationale de Développement et de Recherche (AIDR)

12. RECONNAISSANCES ET AGREMENTS

RACINES dispose des actes ci-après :

- Accord Cadre signé le 6 juin 2008 avec le Gouvernement de la République du Bénin.
- Lettre d'agrément N°1411/MEPS/CAB/DC/SGM/DPP/SEP/SA du 22 mars 2005 obtenue auprès du Ministère des Enseignements Primaire et Secondaire ;
- Lettre d'agrément N°387/M/SG-SPDE du 19 août 2005 obtenue auprès de la mairie de Savalou ;
- Lettres d'engagement et de soutien politique des mairies de Savalou et de Bantè dans le cadre des actions éducatives mises en œuvre dans les deux (2) communes.
- Accord de partenariat N°617/MEMP/DC/SGM/DDEC/SC/SP du 06 mars 2013
- Lettre de félicitation N°181/MCRI/DC/SGM/DPDS/SA du 05 mars 2015.

Chapitre II : BILAN DES ACTIVITES MENEES

SECTEUR SANTE

LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

1.1 OBJECTIF GLOBAL DU SECTEUR

Accompagner le cadre stratégique national en matière de lutte contre le VIH pour la réduction de l'incidence de l'infection dans les communes d'intervention.

1.2 PRINCIPALES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

- ⇒ Développer des stratégies de prévention du VIH à l'endroit des cibles
- ⇒ Promouvoir l'offre de services de prise en charge globale aux personnes infectées par le VIH.
- ⇒ Contribuer à la réduction de la transmission du VIH de la mère à l'enfant chez les femmes
- ⇒ Améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH/sida
- ⇒ Promouvoir une meilleure santé sexuelle et reproductive chez les jeunes, les adolescents et femmes vivant avec le VIH

De ces orientations découlent les axes d'intervention ci-après :

- Prévention des IST/MH
- Offre de services de SSR aux femmes VIH+, aux jeunes et adolescents
- Prise en charge médicale du VIH
- Accompagnement psychosocial des PVIH
- Appui nutritionnel aux PVIH
- Renforcement économique des PVIH

2. PROJETS MISE EN ŒUVRE ET PARTENAIRES

Titres Projets	Partenaires financiers
<i>Dépistage et prise en charge globale des personnes vivant avec le VIH à Cotonou et Savalou</i>	Sidaction et Solidarité Sida
<i>Consultation prénatale, appui aux nourrissons nés de mères séropositives et prise en charge médico-sociale et psychologique des enfants infectés et affectés par le VIH au centre ADIS de RACINES à Cotonou »</i>	Sidaction et AFD
<i>Promotion d'une sexualité responsable au sein des jeunes apprentis artisans dans la commune de Savalou</i>	Solidarité Sida
<i>Mobilisation des conjoints des femmes séropositives suivies au centre ADIS de RACINES pour le dépistage et le renforcement de la prise en charge familiale du VIH à Cotonou</i>	Fondation de France
<i>Amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH dans la Commune de Savalou</i>	Groupe d'Appui et de Solidarité (GAS)
<i>Intensification de l'accès universel aux services de prévention de l'infection à VIH, de soins et traitements et de soutien à base communautaire</i>	Plan International Bénin

3. PRINCIPALES REALISATIONS PAR AXE D'INTERVENTION

3.1 : ACTIONS DE PREVENTION IST/VIH

3.1.1 : Activités de dépistage du VIH



Prélèvement sanguin pour le dépistage du VIH

Sur les 1104 personnes, 36 soit 3,3% sont dépistées positives et ont tous été référés à l'hôpital de zone pour leur prise en charge.

A Cotonou, 243 clients ont été dépistés dont 67 résultats positifs. Par rapport aux indicateurs prédéfinis en termes d'effectifs attendus, les objectifs ont été ainsi atteints à 138.33%. Ces résultats obtenus ont été favorisés par la campagne de sensibilisation réalisée en août et septembre 2016 à l'endroit des HSH. Aussi, est-il important de signaler que 134 hommes ont été dépistés ; soit 54% de l'effectif; ce qui est une performance au regard des difficultés à mobiliser cette cible.

A Savalou, les dépistages sur site et en stratégie avancée ont touché 1104 personnes dont 859 soit 78% sont jeunes de 15 à 24 ans.

3.1.2 : Les activités de sensibilisation et distribution de préservatifs

Ces activités sont réalisées dans huit communes du Bénin à savoir : Cotonou, Abomey-Calavi So-Ava, Savalou, Bantè, Dassa-Zounmè, Savè et Glazoué avec des résultats assez significatifs :

- 81 médiateurs accompagnés dans 34 structures sanitaires (centres de santé, sites de prise en charge, maternités) ; ces médiateurs sont appuyés dans la mise en œuvre des activités de causerie, de conseils psycho sociaux et de distribution de préservatifs aux usagers des centres ;
- 348 524 préservatifs et 50 032 gels lubrifiants distribués ;
- Les 52 projections des films de nuit prévues ont été toutes réalisées en direction des apprentis de 15 à 24 ans aux abords des ateliers et villages ciblés. De même, des apprentis pairs éducateurs sont formés pour sensibiliser leurs collègues sur les comportements à avoir pour prévenir et gérer les IST. Sur 2880 apprentis prévus sur l'année, 2160 ont pu être touchés soit un taux de réalisation de 75% ;
- 45 élèves pairs éducateurs ont été formés sur les IST/VIH et ont sensibilisé 2700 élèves de leurs collègues.

3.2 : PRISE EN CHARGE MEDICALE

Un total de 2755 consultations a été réalisé cette année au centre ADIS de Cotonou avec 72 nouveaux malades enrôlés dans la file active totale et 58 mis nouvellement sous ARV. La file active sous ARV est ainsi passée de 590 en décembre 2015 à 622 en décembre 2016 pour une file active totale de 1057 Patients ; soit un taux de 59% de mise sous ARV. Sur les 622 patients sous ARV, 41 (7%) sont sur la 2^{ème} ligne dont 7 enfants. Le centre a enregistré 09 décès dont 2 enfants traités par ARV et une jumelle PTME contre 20 en 2015 (soit une régression de plus de 50%). Un (01) seul cas d'enfant suivi PTME est dépisté séropositif sur 67 nourrissons suivis.

Par ailleurs, une régularité au RDV chez les patients est observée avec moins d'absences depuis qu'une pénalité est instituée pour ces cas. Ce qui permet de maîtriser les Infections Opportunistes avec une régression du nombre de décès. 14 PDV ont été enregistrés au cours de l'année dont 11 (79%) revenus dans la file active à l'issue des recherches actives faites par les visites à domicile.

Au niveau du laboratoire du centre, 3522 bilans ont été faits dont 729 CD4, 1468 bilans de biochimie, 820 NFS et Plaquettes, 17 PCR prélevés et envoyés au laboratoire national avec 17 résultats revenus dont 0 Positif. En pharmacie, 1065 patients ont été régulièrement servis cette année dont 525 en médicaments ARV.



Vue partielle de la pharmacie de l'ADIS Cotonou



La technicienne d'analyse biomédicale en pleine manipulation

3.3 : SANTE SEXUELLE ET REPRODUCTIVE CHEZ LES JEUNES, LES ADOLESCENTS ET LES FEMMES VIVANT AVEC LE VIH

3.3.1 : Les activités de groupe avec les jeunes et adolescents VIH+

Au cours de cette année, 12 séances mensuelles ont été animées par la sage-femme et le psychologue au profit de 32 jeunes et adolescents PVVIH du centre ADIS de Cotonou sur des thèmes relatifs à la sexualité, au planning familial, à la violence basée sur le genre, l'hygiène intime et du corps. Ces séances permettent aux jeunes et adolescents d'exprimer leurs inquiétudes et appréhensions et visent à les aider à vivre une sexualité responsable sans risque de surinfection pour eux-mêmes et de contamination pour leurs partenaires. Ces jeunes ont, par ailleurs, bénéficié chacun de plusieurs exemplaires du magazine "amour et vie" qui éduque sur les questions de sexualité.

3.3.2 : Consultation IST et Planning Familial

Les consultations pour IST : Elles ont été réalisées à Savalou comme à Cotonou au profit des jeunes mais aussi des hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes. Au centre de Cotonou, 16 jeunes et 5 HSH ont été reçus. Signalons que le centre a reçu du projet Dindji, piloté par OCAL sur le financement de l'USAID, un lot de matériel pour les consultations IST et maladies non infectieuses de sphère anale.

A Savalou, **708** jeunes apprentis et élèves de moins de 25 ans ont été référés au centre par leurs pairs à la suite des séances de sensibilisation organisées dans les ateliers et dans les collèges, pour consultation des IST. Parmi eux, **412** dont **171 élèves** et **241 apprentis** sont effectivement venus en consultation.

Le planning familial : Le service est ouvert aussi bien aux usagers du site qu'aux personnes extérieures. La sage-femme reçoit les femmes en consultation pour counselling et adoption de méthode. Des séances de sensibilisation sont



La sage-femme présente les méthodes modernes de contraception

organisées au profit des femmes mères de nourrisson et les femmes venues en consultation médicale. 225 femmes ont été sensibilisées au cours de cette année. Les désireuses sont ensuite reçues en consultation par la sage-femme et celles qui font le pas peuvent recevoir sur place leurs méthodes. Le DIU, l'implant, les injectables, les pilules sont les méthodes de PF disponibles au centre ADIS de Cotonou. Au 31 décembre 2016, 74 femmes dont 12 séropositives ont adopté les méthodes contraceptives et sont reçues régulièrement en consultation par la sage-femme. Moins de la moitié, soit **33** d'entre elles ont arrêté la contraception pour désir de maternité et ont eu leur grossesse. A Savalou, **90** jeunes filles de moins de 25 ans ont été mises sous méthodes contraceptives. Ceci est un succès important au regard des expériences de 2014 et 2015 où aucune jeune fille n'a réussi à prendre la décision en dépit des multiples sensibilisations faites par leurs pairs.

3.3.3 Les entretiens individuels avec le psychologue

Ces entretiens sont motivés et orientés selon le problème du patient. Il peut s'agir de préparation à l'annonce à un enfant, d'accompagnement au partage dans le couple, d'entretien post annonce du résultat ou d'entretien thérapeutique.

Au cours de l'année, 83 adultes et 72 enfants dont 32 jeunes et adolescents ont été reçus à Cotonou contre 91 personnes dont 14 OEV à Savalou.

4. REDUCTION DE LA TRANSMISSION DU VIH DE LA MERE A L'ENFANT

4.1. LES CPN ET PROTOCOLE PTME CHEZ LES FEMMES ENCEINTES

Le service CPN reçoit exclusivement les femmes PVVIH qui se retrouvent en situation de grossesse et est assuré par la sage-femme appuyée par le médecin qui met en place pour la femme enceinte le protocole PTME. L'option B+ est effective au centre ADIS depuis 3 ans. Ainsi, toute femme n'étant pas encore sous traitement ARV est mise sous traitement dès la première consultation prénatale. La femme enceinte est reçue pendant les deux premiers trimestres. Dès la fin du 1^{er} mois du dernier trimestre, le dossier médical de la femme est référé à une maternité agréée pour un accouchement sécurisé. Le suivi est fait à distance jusqu'à ce que la femme accouche et revienne avec le bébé pour la prise en charge de ce dernier. De même, la femme/la famille est conseillée pour l'alimentation du nouveau-né à venir : soit l'allaitement maternel protégé par une trithérapie chez la mère, soit l'allaitement de remplacement. Au total, 12 femmes séropositives ont été suivies pour CPN cette année au centre ADIS de Cotonou. 10 parmi elles ont accouché dans les maternités partenaires et sont revenues au centre avec les bébés pour prise en charge.

4.2 LE SUIVI MEDICAL DES ENFANTS NES DE MERES SEROPOSITIVES

Après leur accouchement dans les maternités partenaires, les femmes reviennent à ADIS avec le bébé pour le suivi médical. Une dose quotidienne de névirapine est donnée à l'enfant jusqu'à 6 semaines de vie. Le relais est pris par le Cotrimoxazole (CTX) jusqu'à ce que la sérologie confirme la non contamination de l'enfant à 12 ou 18 mois d'âge. Pendant ce temps, la maman est tenue d'amener l'enfant en consultation une fois par mois jusqu'à 12 ou 18 mois d'âge mais aussi en cas de plainte quelconque. En cas de maladie, les enfants nés de mères séropositives bénéficient gratuitement des médicaments prescrits par le médecin au niveau de la pharmacie.

4.3 LE SUIVI NUTRITIONNEL DES ENFANTS NES DE MERES SEROPOSITIVES

Parallèlement au suivi médical, l'enfant né de mère séropositive bénéficie chaque mois d'un suivi staturo-pondéral à travers les mesures de poids et taille. Cela permet de dépister précocement des malnutritions et d'engager le plus tôt possible la prise en charge. Ainsi, chaque mère participe mensuellement à une causerie sur des thèmes variés comme l'alimentation de l'enfant, la vaccination, les maladies de l'enfance, le paludisme ; mais aussi à des démonstrations culinaires de mets équilibrés à base d'aliments locaux qui lui permettent, une fois chez elle d'offrir des aliments riches et variés à moindre coup à son enfant. A l'issue des séances, les mères bénéficient soit de lait artificiel soit de kit d'aliments locaux en fonction de leur choix d'alimentation. Au total, au cours de cette année :

- 24 séances d'IEC et 24 séances de démonstrations diététiques ont été organisées au profit des mères avec la participation de 52 couples mère-enfant ;
- 3 mères ont opté pour l'allaitement de remplacement et ont bénéficié de lait maternisé et kit de préparation ;
- 49 mères ont été appuyées en kit fait de maïs, de riz, du haricot, d'huile végétale et de farine enrichie au soja ;
- 5 cas de malnutritions modérées ont été détectés et pris en charge.



Une séance de démonstration culinaire aux mères d'enfants de moins de 5 ans

5. IMPLICATION DES HOMMES DANS LA PRISE EN CHARGE FAMILIALE DU VIH

Les femmes sont sensibilisées sur les conséquences à court et à moyen terme du non partage du statut avec le conjoint ou le partenaire d'une part, et sur la nécessité et les avantages à faire ce partage d'autre part. L'accent est mis sur l'impact que le partage pourrait avoir sur la qualité de la prise en charge de la famille. En 2016, 12 séances de causerie ont été organisées avec la participation de 67 femmes. Après appréciation du niveau de préparation individuelle de

chaque femme, le conjoint est invité pour le dépistage. Ce dernier, s'il répond, est sensibilisé et rassuré puis aidé à se départir des fausses idées et préparé à accepter la sérologie de sa conjointe. Au total, 57 conjoints ont été invités au cours de cette année dont 25 ont répondu à l'appel. A l'issue du counselling pré test, 20 ont accepté de se faire dépister. 12 couples ont finalement été accompagnés et ont fait le partage de leur sérologie VIH et bénéficient actuellement d'un accompagnement post annonce. Ce qui porte à 54 le nombre de couples ayant partagé leur statut et suivi depuis 2014.

En matière de formation/accompagnement, les 12 nouveaux conjoints de cette année ont été rejoints par 18 autres qui n'avaient pas achevé le processus de formation l'année précédente et 20 autres qui n'étaient pas impliqués dans la PEC de leur conjointe ; soit 50 conjoints au total. Deux groupes hétérogènes (pour éviter la stigmatisation) de 25 personnes chacun ont été constitués. Chaque groupe a bénéficié de 6 séances sur les thèmes suivants : de la prévention au traitement du VIH/Sida, les Infections Sexuellement Transmissibles (IST), le traitement par les ARV et les Accidents d'exposition au sang (AES), l'implication des hommes dans la prise en charge familiale du VIH, la sexualité et la procréation dans le couple (couple sérodiscordant et couple séropositif).

Par ailleurs une permanence est assurée quotidiennement par le médiateur (conseiller psychosocial) pour recevoir tout conjoint de femme séropositive qui voudrait bien s'informer ou qui a une préoccupation particulière. Le médiateur, selon le cas et en cas de besoin, réfère, vers le médecin, le psychologue, le service d'aide à l'observance, ou le service social, etc. Aussi, chaque homme indépendamment du problème ou d'une situation qui l'amène vers le psychologue, doit être reçu une fois ou plusieurs fois par ce dernier en entretien pour le recueil d'informations relatives au couple, au partage du statut, à la dynamique dans le couple après le partage. Au total, 50 personnes ont été reçues en entretien par le psychologue, dont 12 plus d'une fois.



Une séance de sensibilisation des femmes sur le partage



Une séance formation des hommes inclus dans le projet

6. AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH/SIDA

Il s'agit d'aider les PVVIH cas sociaux à mieux faire face aux dépenses de santé et de subsistance. Les usagers déclarés « cas sociaux » sont susceptibles de bénéficier d'appuis divers selon le cas : frais de transport, d'hospitalisation, de consultations de spécialité, de bilan périodique, d'appui financier pour renforcement d'activités, d'appui à la scolarisation ou à la mise en apprentissage etc.

A ADIS Cotonou, pour le compte de l'année 2016, 203 personnes ont été reçues dont 83 enfants appuyés sur le plan scolaire et 61 personnes appuyées pour l'achat des médicaments et analyses médicales.

Quant à Savalou, divers services et appuis personnalisés ont été offerts aux bénéficiaires. Il s'agit de :

- 24 PVVIH appuyées et suivies pour la mise en place d'AGR ;
- 15 ateliers d'expression réalisés sur les représentations, l'estime de soi, les conditions de vie, les réalisations de soi, les besoins et désirs chez les jeunes ;
- 10 séances de groupes de parole sur les thèmes « santé et observance thérapeutique », « dialogue parents/enfants », « jeunesse et sexualité », « stigmatisation et discrimination du VIH » ;
- 91 consultations psychologiques réalisées dont 59 pour des adultes et 14 pour des OEV et 18 au profit des patients de l'hôpital de Savalou ;
- 14 cas de médiation familiale pour la gestion de conflit (appui éducatif, gestion de cas de stigmatisation) ;
- 40 OEV appuyés en kits scolaires en partenariat avec le CPS ;
- 54 appuis nutritionnels pour les adultes et 30 pour les OEV ;
- 12 personnes appuyées pour l'obtention d'actes de naissances et 16 pour l'obtention de la carte d'identité.

EVOLUTION DE QUELQUES INDICATEURS SANTE MH AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES EN SANTE

	2014	2015	2016	Cumul	Observations
NOMBRE DE DEPISTAGES REALISES	701	447	1347	2495	
NOMBRE DE PERSONNES TOUCHEES PAR LES SENSIBILISATIONS IST/MH	16394	17101	5012		Le faible résultat de 2016 se justifie par le refus du principal partenaire de ne plus organiser des animations de masse mais plutôt ciblées.
FILE ACTIVE	1155	1004	1057	1057	Il s'agit uniquement des données de ADIS Cotonou puisqu'à partir de 2014, la file active de Savalou a été transférée à l'hôpital de zone
NOMBRE DE NOUVEAUX PATIENTS MISSOUS ARV	72	56	58	186	Ces résultats portent à 622 la file active sous ARV à fin 2016
NOMBRE DE BILANS REALISES	2905	3104	3522	9531	
NOMBRE DE FEMMES MISES SOUS PF	20 (73)	20 (70)	12 (62) et 90 ado de Sav	347	A ADIS Cotonou, le PF est prioritairement adressée aux femmes PWIH. Mais le service est ouvert depuis 3 ans aux femmes non infectées. C'est ce qui explique les chiffres entre parenthèse
NOMBRE DE FEMMES SEROPOSITIVES ENCEINTES SUIVIES	38	13	12	63	Au fur et à mesure que nos femmes PWIH adoptent des méthodes de PF, de moins en moins nous avons des femmes enceintes
NOMBRE D'ENFANTS NES DE FEMMES SEROPOSITIVES SUIVIS SUR LE PLAN NUTRITIONNEL ET DEPISTES	39	33	32	104	
NOMBRE D'ENFANTS INFORMES DE LEUR SEROPOSITIVITE	7	8	5	20	Ces résultats portent à 41 le nombre total d'enfants informés dans la file active à fin 2016
NOMBRE D'OEUV APPUYES SUR LE PLAN SCOLAIRE	123	118	83	324	
PARTAGE DE LA SEROLOGIE DANS LE COUPLE	12	30	12	54	

DIFFICULTES ET APPROCHES DE SOLUTIONS

Malgré ces résultats encourageants, quelques difficultés ont jalonné le parcours.

- Du fait de la non disponibilité d'un service d'accouchement à ADIS Cotonou, le suivi de certaines femmes PTME pose toujours problèmes. Elles atterrissent parfois dans des maternités non PTME pour l'accouchement et ne signalent pas parfois leur statut à l'accouchement. Du coup, l'accouchement se fait sans prise de précautions nécessaires en la matière avec des conséquences souvent dramatiques. La solution serait la mise en place d'un service d'accouchement capable de fournir des services complets aux femmes
- La non gratuité des médicaments pour le traitement IST pour les jeunes et les HSH (n'ayant toujours pas les moyens) ne garantit pas toujours le succès de la prise en charge. Pour pallier un temps soit peu à cette difficulté, l'équipe a décidé pour l'année 2017, de prévoir une ligne budgétaire pour des médicaments IST au profit de cette cible.
- Le programme national continue d'enregistrer des ruptures fréquentes d'ARV pédiatriques de première nécessité. Ce qui oblige les prescripteurs à faire une adaptation avec les formes adultes.

Pour ce qui concerne les activités spécifiques d'amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH, l'équipe déplore :

- Les VAD infructueuses du fait de l'absence répétée des bénéficiaires et leur indisponibilité à prendre part aux activités sociales telles que les séances de causerie en groupement. Ce qui entraîne parfois le report de ces activités et une perturbation dans le programme pré établi ;
- Des cas de grossesse enregistrés au niveau de certains OEV, ce qui a retardé leur insertion ;
- L'inexistence de critères prédéfinis pour les choix d'activités ainsi que le coût élevé de certaines activités choisies par les bénéficiaires retardent souvent l'installation à temps de certains AGR ;
- La difficulté pour certains bénéficiaires à utiliser des outils mis à leur disposition, après formation, pour la gestion de leurs activités ; Ce qui ne permet pas d'assurer un très bon suivi.

PERSPECTIVES

RACINES entend poursuivre dans la droite ligne de ses activités de prise en charge et d'accompagnement des personnes vivant avec le VIH.

Elle compte s'investir davantage dans l'offre de services adaptés aux populations clés, notamment les HSH, dans la consolidation des actions d'amélioration de la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH et leur famille mais aussi et surtout dans l'accompagnement psychologique et en santé sexuelle et reproductive des jeunes et adolescents en général et plus particulièrement ceux vivant avec le VIH. Aussi, avec le renouvellement du projet d'implication des hommes dans la prise en charge familiale du VIH, des hommes seront mobilisés pour le dépistage et vont être accompagnés à être aux côtés de leurs conjointes pour une meilleure prise en charge de la famille. Enfin, la transformation de ADIS en un centre médico-social restera un enjeu majeur au cours de l'année 2017.

SECTEUR EDUCATION

1. RAPPEL DES OBJECTIFS ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES

1.1 OBJECTIF GLOBAL DU SECTEUR

Améliorer l'offre éducative et la qualité de l'apprentissage au profit des enfants, jeunes et adolescents dans les zones d'intervention.

1.2 PRINCIPALES ORIENTATIONS STRATEGIQUES

- ⇒ Développer des initiatives visant à garantir un niveau d'éducation fondamentale aux enfants et aux jeunes (maternel, primaire et secondaire 1^{er} cycle) avec une attention particulière aux alternatives éducatives en faveur des exclus
- ⇒ Promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur de l'éducation
- ⇒ Contribuer à la promotion des droits des enfants

Ces grandes orientations sont déclinées en trois axes d'intervention à savoir :

- ❖ Education formelle et alternatives éducatives
- ❖ Gouvernance éducative
- ❖ Promotion des droits

2. PROJETS MIS EN ŒUVRE ET PARTENAIRES

Titres Projets	Partenaires financiers
<i>Amélioration des conditions de scolarisation des enfants dans les communes de Savalou et de Bantè</i>	Partage
<i>Programme d'amélioration et de diversification de l'offre éducative en Afrique de l'Ouest (mise en œuvre dans les huit 8 communes de l'Atlantique)</i>	Aide et Action International et AFD

3. POINT DES REALISATIONS DE L'ANNEE

3.1. EDUCATION FORMELLE ET ALTERNATIVE EDUCATIVE

3.1.1 Amélioration des conditions matérielles d'apprentissage dans les écoles maternelles et primaires

Comme chaque année, d'importantes actions ont été menées en direction des écoles partenaires tant en matière d'infrastructures scolaires, de matériels ludiques, de fournitures scolaires que d'équipements.

En matière d'infrastructures scolaires, les efforts entrepris depuis plusieurs années pour sécuriser nos écoles maternelles se sont poursuivis. Ainsi les écoles de Aloba dans l'arrondissement de Atokolibé et Affé-zongo dans l'arrondissement de Doumè, respectivement situées dans les communes de Bantè et de Savalou ont été entièrement clôturées.

En matière de fournitures scolaires et de matériels ludiques, chacune des 10 écoles maternelles communautaires a été dotée de manuels et matériels didactiques pour les animateurs. Les 732 enfants inscrits dans ces écoles dont 369 dans les grandes sections et 363 dans les petites sections ont également bénéficié de kits de fournitures scolaires composés de manuels ainsi que de fournitures scolaires à savoir des livres (dessins, contes, lecture...), des cahiers de coloriage et de graphisme, bandes dessinées et autres. Ces écoles ont également été dotées de jeux de piste et de jeux d'encastrement conçus à l'image de quelques fruits locaux, notamment la papaye, acajou, banane, mangue, piment etc. et 12 kits d'observation. Ces jeux recommandés par les conseillers pédagogiques et réalisés par des artisans locaux visent à développer chez l'enfant, l'adresse et le sens de l'observation mais aussi l'aptitude à reconnaître les différentes parties des fruits représentés.



Un lot de jeux d'encastrement

les enfants s'essayant à un jeu d'adresse

Enfin, en matière d'équipements mobiliers, 72 combinés tables-bancs ainsi que 20 bureaux-chaises pour enseignants ont été réalisés et octroyés à 22 écoles primaires partenaires sur les 36 suite à une demande exprimée par chacune de ces écoles suivie ²d'une évaluation conjointe de leurs besoins réels. Il s'agit des écoles Gouka, Suru-léré, Atokolibé, Iluamon, Trinité, Odokoto, Aloba, Agongni, Kotakpa dans la commune de Bantè et Doumé-Lakoun, Coffé-Agballa, Issalè, Akpaki, Kadjotché, Igbérie, Kanahoun, Doumé-centre dans la commune de Savalou.

3.1.2 Encadrement pédagogique des enfants de maternelle

Un effectif de 732 enfants a été préscolarisé, cette année, dans les 10 écoles maternelles mises en place par RACINES dans les communes de Savalou et Bantè. La répartition par commune, village, école et section de ces enfants est détaillée dans le tableau ci-dessous.

Tableau : Répartition des enfants par section dans les écoles maternelles

EMC	Section de petits		Section de grands		Total
	Filles	Garçons	Filles	Garçons	
Doumé-Lakoun (4 classes)	28	26	26	27	107
Igbéri (4 classes)	24	27	20	38	109
Issalè (4 classes)	12	14	15	15	56
Kotakpa (4 classes)	20	30	15	25	90
Alloba (2 classes)	16	14	13	15	58
Galata (3 classes)	11	17	15	15	58
Atokolibé (3 classes)	20	22	22	27	91
Affé-Zongo (2 classes)	14	10	16	10	50
Coffé-Agballa (2 classes)	15	11	14	13	53
Agongni (2 classes)	14	18	15	13	60
Total	174	189	171	198	732
Savalou	93	88	92	103	375
Bantè	81	101	80	95	357
Nouveau	174	189	05	10	378

Source : Registres d'inscription 2016- 2017

Sur le plan pédagogique et en étroite collaboration avec les circonscriptions scolaires, diverses activités ont été menées :

En matière de renforcement de capacités des animateurs des maternelles ;

- ⇒ Une formation annuelle a été assurée par le CP sur les thèmes : éducation du mouvement, déontologie de l'instituteur, la pré-écriture.
- ⇒ Quatre (4) séances de recyclage ont été assurées par le chargé de suivi RACINES au profit des animateurs de maternelle sur les thèmes : pré lecture, le chant à la maternelle, l'expression plastique, le lavage des mains ;

- ⇒ 120 visites de classes (sur 180 prévues) ont été réalisées par les CP au profit des animateurs dans les 10 écoles maternelles ; soit un taux de 67% ;
- ⇒ 212 visites de classes (sur 252 prévues) ont été réalisées par le chargé de suivi RACINES soit un taux de 84% ;
- ⇒ Vingt et une (21) visites d'école (sur 30 prévues) ont été réalisées par les CP à raison d'une visite par école et par trimestre soit un taux de réalisation de 70%. L'ensemble de ces visites ont mis à nu quelques irrégularités telles que la gestion du temps des activités, la mauvaise exploitation du matériel, la négligence dans la mise en œuvre de l'apprentissage systématique du chant. Aussi, elles ont permis de sensibiliser les comités villageois de gestion sur leurs responsabilités dans l'entretien des infrastructures, le maintien des enfants à l'école et l'aménagement des écoles.

D'autres activités ont été organisées directement au profit des enfants à savoir ;

- ⇒ L'apprentissage en tricotage et en cordonnerie dans 60 groupes pédagogiques avec l'assistance technique des artisans communautaires. Au total, 2716 enfants ont été initiés ou ont continué l'apprentissage de ces activités avec 140 sessions de formation et 84 enseignants participants. Les écoles et les communautés contribuent fortement à la mise à disposition des matériels. Le directeur de Kadjotché/B, nouvellement affecté dans cette école s'est exprimé en ces termes: ***«je suis vraiment content de ce que j'ai vu ici. Il existe un tel engouement de la part des enfants qui dès la rentrée se sont procurés spontanément des aiguilles pour tricoter avec la maîtresse tricoteuse. Ils ont réalisé au bout de quelques semaines des articles intéressants. Cette activité apporte un plus aux enfants qui n'ont pas souvent l'occasion de mener des activités manuelles»***



Un atelier de production artistique à l'EPP Kadjotché à Otolà

- ⇒ La promotion de la lecture initiée et mis en expérimentation dans deux écoles primaires partenaires de Bantè à savoir l'EPP Mamatchoké et l'EPP Atokolibé. L'activité vise à mieux familiariser les enfants avec le livre et à systématiser la pratique de la lecture dans les classes. RACINES a mis à disposition six cent cinquante (650) livres traitant de thématiques variées, 18 armoires sécurisées pour le rangement des livres ainsi que des présentoirs pour l'animation des coins lecture. Dix-huit (18) enseignants encadreurs ont été outillés afin de mieux conduire ces activités dans les classes. Au préalable, une évaluation de départ a été conduite dans chaque classe pour situer le niveau de chaque enfant et identifier les enfants pouvant conduire les groupes de lecture tutorée. Par ailleurs, les parents des élèves ont été réunis en assemblée générale pour être sensibilisés sur le projet et attirer leur attention sur le rôle de facilitation et de suivi qu'ils ont à jouer auprès des enfants individuellement comme en groupe.



Formation des enseignants encadreurs des séances de lecture



un lot de livres de lectures

3.1.3 Amélioration de l'environnement socio sanitaire des enfants

Sur le plan socio sanitaire, une série d'activités ont été menées en lien avec les autres acteurs scolaires et communautaires. Il s'agit de :

- ⇒ La réalisation de vingt (20) caisses vitrées (sur 30 initialement prévues) et mises à disposition des femmes vendeuses de nourritures dans les écoles à coûts subventionnés (50%). Cela permet à ces dames de servir aux enfants des mets qui sont très bien protégés ;
- ⇒ L'organisation de deux (2) campagnes de déparasitage au profit de 39 écoles partenaires soit environ 10 000 enfants touchés ;
- ⇒ La formation continue des 39 comités de santé suivis par RACINES. Ces formations sont animées avec de supports techniques tels que les guides, les boîtes à images et autres matériels tels que les lave-mains, les bassines, l'eau, le savon afin de faciliter l'acquisition de compétences pour développer des comportements positifs. Les thèmes développés au cours de l'année sont : l'hygiène corporelle et vestimentaire ; la nutrition (précautions à prendre avant de consommer les fruits) ; la protection des aliments ; l'hygiène environnementale (gestion des ordures) ; la lessive.
- ⇒ Les visites à domicile aux enfants en difficultés dont la synthèse est consignée dans le tableau ci-dessous

Actions	Nombre
Visites systématiques	568
Visites de classes	45
visites à domicile	501
Cas de maladies recensés	30
Cas de maladies graves	08
Visites de suivi	25
Enfants à risque d'abandon ramenés	48
Cas d'abandons	6
Enfants exclus réinsérés	2

En matière d'appui sanitaire, parmi les 30 cas de maladies indiquées plus haut, certains cas ont bénéficié d'accompagnement spécifique. Il s'agit de :

- ❖ LOUKOU Laure ; âgée de 8 ans, en classe de CP à l'EPP Suru-Léré, LAKO Limata, âgée de 6 ans, en classe de CP à l'EPP Kotakpa et Lako Bilikissou, âgée de 4 ans en maternelle ont souffert d'une affection cutanée qui les a empêchées pendant plusieurs mois de suivre correctement les cours en classe. Elles ont été prises en charge et poursuivent normalement leur scolarité à présent.
- ❖ TAFE Démon, âgé de 10 ans, en classe de CE2 à l'EPP Mayamon a souffert d'une hernie. Il a été opéré avec l'appui financier de RACINES et va régulièrement à l'école à présent.
- ❖ DOGO Bernadette (sur l'image) est élève au CHA (Complexe Henri Arouko), dans l'arrondissement de Gouka. Elle est issue d'une fratrie de 21 enfants. Depuis environ 8 ans, Bernadette a souffert d'un abcès à la jambe droite qui a été mal traité, ce qui lui a provoqué une déformation de la dite jambe. Au fil des années, ses jambes se

sont davantage rétractées. Elle éprouvait donc d'énormes difficultés à marcher pour aller à l'école et subissait des discriminations.

Après une visite effectuée par les équipes terrain à son domicile en mars 2016, suite à des absences répétées et un début d'abandon signalés, RACINES a décidé, en accord avec ses parents, de l'aider pour son traitement. La première étape fut celle de la consultation du kinésithérapeute de l'hôpital de zone de Savalou. Ce dernier a facilité le contact avec l'hôpital de Saint Jean de Dieu de Tanguéta. Le 25 mars 2016, l'enfant est allé au service d'imagerie médicale dudit hôpital pour faire la première radiographie. Cette radio a révélé une rétraction du muscle ischio jambier. La marche, dans cette position, sur plusieurs années, a agi sur l'os du fémur qui a provoqué une torsion totale de cet os. Il fallait une chirurgie réparatrice pour pouvoir redresser l'os.

Après une hospitalisation de 9 mois, Bernadette a eu la joie de retrouver l'usage complète de sa jambe et a repris les classes. Son père à droite sur la photo ci-dessous prise dans les locaux de RACINES ne pouvait contenir son émotion. Son frère à gauche sur la photo qui l'a assisté durant les neuf mois s'est exprimé en ces termes: « **je suis vraiment heureux que ma sœur puisse se tenir debout. Ces mois ont été très longs mais le résultat est là. Je remercie RACINES pour tout** ».



Ph1 : Bernadette dans son lit d'hôpital Saint Jean de Dieu de Tanguéta Ph2 : Bernadette entouré de son père et son frère aîné dans les locaux de RACINES

3.1.4 Offre éducative à l'intention des jeunes déscolarisés et non scolarisés

Au cours de cette année, 33 enfants (sur 22 prévus) dont 12 garçons et 21 filles ayant abandonné les classes, ont été inscrits dans une formation pour l'apprentissage d'un métier et ceci, en étroite collaboration avec la mairie et l'association des artisans. Conformément à la réglementation au Bénin, ces enfants ont entre 14 ans et 17 ans, tous venant de l'arrondissement de Doumé (Savalou) ou de Gouka (Bantè) et apprennent soit la couture soit la coiffure. Deux contrats ont été signés : l'un avec chaque patron pour une durée allant de 2 à 3 ans selon le cas et l'autre avec chaque parent afin de l'amener à apporter une quote part du coût de la formation mais également à le responsabiliser dans l'accompagnement du jeune enfant. « **Je suis vraiment heureuse que cette opportunité frappe à notre porte. Depuis quatre années, ma fille a quitté l'école et est restée sans occupation. Cela devenait une grande préoccupation pour moi mais je n'avais pas les moyens de l'inscrire dans un atelier. Je remercie sincèrement l'ONG RACINES.** ». Ainsi s'exprimait la mère de Foumikhè qui a abandonné les classes après son CEP¹.

Pour les enfants de moins de quatorze (14) ans, la seule alternative demeure les Programmes de Cours Accélérés (PCA) disponibles seulement à Doumé mais pas très fonctionnels. RACINES s'est engagée à accompagner les acteurs de ce programme afin de les rendre fonctionnels. En attendant, l'équipe de terrain de RACINES intensifie le plaidoyer tant à l'endroit des parents que de leurs enfants en décrochage scolaire afin de persuader ces derniers (de moins de 14ans) à reprendre les classes. La tâche n'a certes pas été facile mais à fin décembre 2016, trois (3) enfants sur cinq (5) recensés ont été amenés à retourner en classes et ont repris normalement les cours avec le soutien des enseignants.

3.2 : GOUVERNANCE EDUCATIVE

Cet axe regroupe toutes les interventions, allant dans le sens d'une meilleure synergie d'actions de tous les acteurs clés dans la gestion du système éducatif, regroupées autour de trois (3) résultats

¹ CEP : certificat d'étude primaire

3.2.1 Renforcement des capacités des comités de parents, élus locaux et autres acteurs communautaires

Le renforcement de capacités des bureaux de parents d'élèves : La nouvelle stratégie d'intervention de RACINES consiste à renforcer, non plus directement les APE, mais plutôt les CAPE qui, à leur tour, sont accompagnés pour assurer la formation des APE. Ceci vise le double objectif du transfert de compétences aux structures de base mais aussi de pérennisation de l'activité.

Ainsi, une session de formation est organisée au profit de la coordination des associations de parents d'élèves de Savalou. Pendant deux jours, les 13 membres de la coordination ont été entretenus sur divers thèmes suivants : le contexte national de l'éducation et les nouveaux rôles des associations de parents d'élèves, les responsabilités des CAPE dans la formation et le fonctionnement des APE au niveau des écoles, les techniques de formation des adultes (ingénierie de formation légère), les outils de mobilisation de financement et les outils de développement des écoles. Cette formation s'est inscrite dans la nouvelle approche.

Au terme des deux jours de session, des termes de référence ont été élaborés pour la formation de 64 membres de 16 bureaux APE. Toutes ces formations ont pu se dérouler avec l'appui technique de RACINES et conformément au planning établi. Le président de la coordination communale en la personne de Charles-Hector GBAGUIDI a exprimé sa reconnaissance en ces termes : ***«ce partenariat est la bienvenue car la coordination a élaboré un plan de travail pour lequel il recherchait les ressources. Cette formation, et surtout la phase de formation des bureaux APE entre bien dans le programme d'action de la coordination et permet à celle-ci d'augmenter le niveau de réalisation de ses objectifs de renforcement de capacités des organisations à la base au titre de cette année 2016. Nous remercions RACINES pour ses actions qui vont dans le sens du développement de l'école béninoise».***



Séance de formation des membres des bureaux APE de base

Renforcement des compétences des comités d'acteurs : Le programme ADOE 3 a facilité la dynamisation de l'OICEB en vue d'en faire un cadre national de concertation fonctionnel des acteurs éducatifs : relecture des textes, tenue de l'AG de renouvellement du bureau, élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication et de plaidoyer, relance des réunions ordinaires statutaires. Cette importante structure est désormais fonctionnelle et bénéficie de l'appui de différents PTFS-Education.



Images de l'AG de l'OICEB et de passation de service entre les présidents entrant et sortant

3.2.2 Actions de plaidoyers en direction des autorités pour une amélioration de la gouvernance

Le plaidoyer constitue pour RACINES un outil essentiel de pression afin d'attirer l'attention des autorités sur un certain nombre de dysfonctionnements et de les amener à améliorer la gouvernance du secteur. Dans ce sens, deux principales actions ont été menées au cours de cette année.

La première, à l'intention des maires des communes de Savalou et Bantè, a porté sur la question de l'augmentation de l'allocation au secteur éducatif dans le budget 2017 des deux communes afin de renforcer les investissements dans ce domaine et d'assurer une prise en charge salariale de quelques enseignants dans les écoles primaires publiques ainsi que les maternelles construites par RACINES. Ce plaidoyer a bien reçu un écho favorable auprès des deux autorités. Malheureusement, le budget affecté par le nouveau pouvoir central aux collectivités locales pour 2017 a été réduit, limitant du coup les marges de manœuvre des mairies. A cela s'ajoutent les opérations de libération des espaces publics qui réduisent les taxes que percevaient les communes. Une veille sera tout de même maintenue afin que les quelques prévisions de 2017 puisse être réalisées. Le plaidoyer sera renforcé avec d'autres acteurs pour les années à venir.

La seconde action a été menée en direction des autorités départementales Zou-collines de l'éducation pour la mise à disposition d'enseignants dans nos écoles maternelles. Le nouveau DDEMP, très sensible à la demande, a promis y apporter une réponse partielle dès le recrutement de nouveaux enseignants par l'état début 2017.

3.2.3 Formation des enfants à la citoyenneté.

Mise en place et fonctionnement de gouvernements scolaires: Cette approche a été développée dans le cadre du PADOE3 mis en œuvre dans les 8 communes de l'Atlantique. Cette initiative vient pallier à l'absence notoire de cadre favorable à l'implication des enfants dans le processus de gouvernance locale éducative. Les gouvernements scolaires visent à favoriser la responsabilisation des élèves au niveau de la classe et de l'école. Les enfants députés sont élus pour le niveau classe et les députés élus se réunissent pour élire les ministres pour le niveau école. En 2016, il a été mis en place des Gouvernements scolaires (GS) dans vingt (20) écoles. Les membres des GS sont formés sur leur **rôle et responsabilités, la prise de parole en public** et sur d'autres thématiques comme **la Démocratie, les droits des enfants, le code de bonne conduite à l'école et la citoyenneté**. Un suivi mensuel est effectué par RACINES afin de faciliter l'internalisation de l'approche dans la perspective de sa pérennisation. Ce suivi vise à : i) les appuyer dans l'élaboration de leur plan d'action, ii) évaluer leur degré d'assimilation des notions apprises lors de la formation et enfin iii) veiller à la mise en œuvre effective de leur feuille de route issue de la formation.



Images de quelques gouvernements scolaires

3.3 PROMOTION ET PROTECTION DES DROITS

La réalisation d'émissions radiophoniques par les enfants : Quatre (4) clubs d'enfants sont installés dans les arrondissements de Gouka, Atokolibé (dans la commune de Bantè) ; Doumè et, Ottola (dans la commune de Savalou). A ces clubs s'ajoute celui du conseil communal enfant de Savalou basé dans l'arrondissement d'agbado à Savalou et qui a déjà bénéficié d'une expérience similaire dans le cadre d'un projet co-porté par RACINES et le RADEB (réseau des acteurs de développement de l'éducation au Bénin) ; ce qui porte à cinq (5) le nombre total de clubs accompagnés. Ces clubs ont été très actifs durant les neuf mois d'activités scolaires. Chaque club est composé de dix (10) élèves issus des classes de CE2 et des CM de différentes écoles souvent voisines pour limiter les déplacements et assurer un suivi plus performant. Le choix des enfants membres des clubs est fait par les directeurs de nos écoles partenaires à partir d'un certain nombre de critères basés sur l'aptitude de l'enfant à facilement prendre la parole. Une fois mis en place, chaque club a eu droit à une formation sur les techniques de reportage et d'interview ainsi que les questions des droits

liés à l'éducation, à la santé, à l'identité et aux jeux etc. Cette étape passée, les différents clubs ont préparé et animé des émissions sur diverses thématiques qui ont ensuite été diffusées sur les antennes des deux radios locales couvrant notre zone d'intervention à savoir, la radio Oré-Ofè de Tchetté et la radio Cité de Savalou.



Club d'enfants de Gouka en pleine animation sur la radio cité de Savalou

Au total donc 20 émissions (dont 17 en direct) ont été réalisées et ont porté sur les thèmes liés aux droits fondamentaux des enfants : droits à la santé (santé et alimentation), le droit à l'éducation, droit à une identité et à une nationalité, droit à la vie et à la protection et la sécurité. Différents acteurs ont été interviewés au cours de la préparation desdites émissions : majors de centre de santé, sages-femmes, chefs de circonscriptions scolaires, conseillers pédagogiques, directeurs d'écoles, chefs d'arrondissements, parents d'enfants et leaders d'opinion.

En dehors des émissions, des séances de sensibilisation ont aussi été préparées et animées par les enfants des clubs dans les écoles mais aussi sur quelques places publiques des villages ciblés. Ces séances de sensibilisation ont porté sur les mêmes thèmes développés au cours des émissions radio avec la particularité que pendant les séances de sensibilisation, l'accent est mis davantage sur les responsabilités de chaque acteur (parents, enseignants, autorités locales mais aussi enfants). Les populations ont manifesté un grand intérêt à cette activité qui a touché environ 11400 personnes pour les deux activités.

La célébration de la journée de l'enfant africain : Le thème retenu cette année pour la célébration de la JEA est « **conflits et crises en Afrique : protégeons les droits de tous les enfants** ». Pour marquer cette journée, quatre principales activités ont été organisées : un tournoi de football, un concours littéraire dénommé « **épelle-moi** », des jeux itinérants et une cérémonie grand public.

- Le tournoi de football qui a duré 8 semaines a mis en compétition 36 écoles et a été remporté par l'école de Doumè. Celle-ci a reçu sa coupe, des maillots complets, des bas, des polos, des sifflets et une corde à sauter.
- Le concours « épelle-moi » a consisté à mettre en compétition 24 binômes de 24 écoles, des arrondissements de Savalou et du sud de Bantè. Il s'est agi, pour les phases éliminatoires, de faire épeler une dizaine de mots tirés au hasard par chacune des équipes en compétition, avec l'arbitrage d'un jury. Le but du concours est d'amener les élèves à reprendre le goût de la lecture et améliorer ainsi à terme, leur niveau en Français. Au terme de ces phases éliminatoires, l'EPP Atokolibé a remporté les compétitions à Bantè et l'école privée KAKE5 à Savalou.
- Les jeux itinérants se sont déroulés du lundi 23 au mercredi 25 mai dans six écoles des arrondissements de Savalou et Bantè. Plus de 1800 enfants des écoles ciblées et d'autres venus des écoles environnantes ont pris part à différents jeux d'intérêt psychomoteur et ont emporté de nombreux lots en particulier des fournitures scolaires.



Les enfants en plein jeu dans la cour de l'EPP Adjigo

- La cérémonie grand-public, qui a marqué l'épilogue des activités de cette célébration, a démarré par une caravane à travers la ville qui, au travers de chants et danses, de banderoles et pancarte a permis de délivrer des messages dans le sens de la promotion du droit des enfants pour un environnement sûr et propice à leur développement. L'édition 2016 a rassemblé les différents acteurs traditionnels tels que les autorités communales, des organisations de la société civile, les autorités administratives dans le domaine de la sécurité publique et des affaires sociales. Ces autorités ont délivré des messages allant dans le sens de la promotion de la paix, de l'équité, de la bonne gouvernance, toutes choses nécessaires à la stabilité du pays. Le Maire enfant est revenu sur la nécessité de respecter les droits des enfants, d'assurer le maintien de la paix pour le développement. Elle a également insisté sur le devoir des enfants d'adopter des comportements positifs de respect et de promotion de la cohésion familiale. .



Quelques images de la célébration de la journée de l'enfant africain

GOUVERNANCE ET DEVELOPPEMENT INSTITUTIONNEL

1. FONCTIONNEMENT DES ORGANES

Conformément aux dispositions contenues dans ses statuts, RACINES a tenu son Assemblée Générale Ordinaire de l'année le dimanche 24 juillet 2016. Au cours de cette session et dans le respect de la mission qui lui est dévolue, cette instance suprême de l'institution a procédé à :

- l'examen et l'adoption du rapport d'activités présenté par le Directeur Exécutif
- l'examen et l'adoption du rapport du commissaire aux comptes.

Par ailleurs, le mandat du Conseil d'Administration en exercice étant arrivé à échéance, l'assemblée générale a, conformément à son statut, procédé au renouvellement de cet organe dont le nouveau bureau a pour président Monsieur Jude DANGNIVO pour un mandat de deux ans renouvelable une fois.

2. ACTIVITES DE VISIBILITE ET DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Actions de visibilité

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'axe n°2 de son plan de communication et de mobilisation de ressources intitulé « **Amélioration de la visibilité de RACINES** » l'institution s'est particulièrement investie cette année dans la modernisation de ses outils de communication grâce à l'appui technique d'un groupe d'étudiantes en communication digitale/webmastering de l'université de Sorbonne Panthéon et avec le financement de Sidaction :

- RACINES s'est défini une stratégie digitale qui doit désormais servir de référence pour tous ces supports/outils dans le cadre de ses interventions ;
- Le logo, à travers lequel la structure est identifiée depuis sa création a été retravaillé. Car, pour les membres de RACINES, l'ancien logo ne traduit plus fidèlement la vision actuelle de l'institution. Un nouveau logo ainsi qu'une nouvelle charte ont donc été réalisés. Ce nouveau Logo s'appuie sur le concept d'une famille forte, heureuse qui rayonne à l'intérieur d'un globe et debout sur un socle qui représente à la fois une colline mais également l'institution RACINES qui contribue à l'élever.
- Le Site internet de RACINES a été revu et est désormais orienté collecte de fonds avec notamment des paramétrages d'appel à dons (interface paypal, flooz, MTN)
- RACINES est désormais présente et active sur tous les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, LinkedIn et Instagram) reliés au site internet.

Enfin RACINES a participé, en septembre 2016 à Paris, à l'événement dénommé 229 organisé par la diaspora béninoise et qui constitue une opportunité pour les différents acteurs de développement intervenant au Bénin de se faire connaître et de nouer des partenariats. Cette participation a permis à RACINES de disposer désormais d'une centaine de contacts de potentiels donateurs intéressés à apporter leur soutien à l'institution.

Actualisation du manuel de procédures de RACINES

Après une dizaine d'années d'utilisation de cet outil, la Direction Exécutive sur instruction du Conseil d'Administration, a entrepris sa relecture en vue de son actualisation. L'objectif visé est que cet outil réponde au mieux à la taille institutionnelle de RACINES, ses valeurs, ses pratiques actuelles ainsi qu'aux exigences des textes et lois en vigueur au Bénin. Face à ce besoin, la Direction Exécutive a pu négocier et obtenir du réseau ARCAD, dont RACINES est membre, un accord pour le financement de l'expertise de deux consultants maliens pouvant accompagner la réalisation de ce travail. Leur mission a consisté, dans un premier temps, à faire un appui à distance, par échanges de mails, autour du contenu de l'ancien manuel ainsi que les pratiques actuelles. Dans un second temps, et pour une imprégnation suffisante dans la rédaction d'un document aussi important, le binôme de consultants a effectué une mission terrain au Bénin pendant 5 jours et a pu rencontrer les membres du CA ainsi que ceux du comité de direction. Cette mission a permis d'avoir :

- Une définition des tâches détaillée et répondant aux objectifs de contrôle interne

- Une définition précise des pouvoirs et des responsabilités : il convient à ce niveau d'éviter *les cumuls de fonctions incompatibles, sources possibles de conflits d'intérêt*
- Une définition nette des schémas de circulation des informations et des détails de transmission pour éviter les retards ou les pertes d'informations.

Les deux parties ont convenu ensemble que le nouveau manuel soit éclaté en 3 livrets : Administratif, budgétaire et comptable. Au regard du temps trop court de la mission, les consultants se sont engagés, sur la base des informations obtenues ainsi que des constats faits, à produire et envoyer les trois livrets. Le processus de lecture/validation avec le C.A/RACINES devra s'achever à fin juin 2017.

3. POINT DES MISSIONS

3.1. MISSIONS ACCEILLIES A RACINES

- Novembre 2016 ; Mission du service parrainage de Partage:

Cette mission, conduite par Claudine Paraire, Responsable du service parrainage à Partage, avait pour objectif de préparer la réalisation d'un film sur les interactions parrains-filleuls. Divers acteurs/bénéficiaires des communes de Savalou et Bantè ont été rencontrés à cet effet. Cette mission a également été l'occasion pour renforcer le service parrainage de RACINES dans un contexte où l'équipe de mise en œuvre a connu de nouveaux agents.

- Mars et juillet 2016, Mission de GAS

La mission de mars entre dans le cadre du suivi classique du projet. L'équipe terrain ayant effectivement démarré les activités avec le recrutement des premiers bénéficiaires, cette mission a permis de mesurer l'ancrage territorial du projet ainsi que l'intérêt des différentes parties prenantes.

La mission de juillet a permis de réaliser une évaluation à mi-parcours de PAQuAV suivant deux critères : la pertinence et l'efficacité. Plusieurs recommandations ont été formulées et se trouvent consignées dans le rapport de mission.

- Mission du Dr David MASSON

Dr David MASSON a effectué cette année deux missions à RACINES toujours dans le cadre du suivi de l'étude nutrition menée en partenariat avec Sidaction et qui vise à documenter l'efficacité et l'acceptabilité d'une intervention nutritionnelle. Ces missions ont permis de s'enquérir de la mise en œuvre du protocole au niveau des différents sites impliqués en général et du site de RACINES en particulier. C'est aussi l'occasion de prendre connaissance des difficultés rencontrées dans le cadre du recrutement des nourrissons à inclure et de trouver avec l'équipe de mise en œuvre des solutions adéquates.

3.2. MISSIONS EFFECTUEES PAR L'EQUIPE RACINES

Le tableau ci-dessous fait la synthèse des missions effectuées par certains membres de RACINES auprès d'autres structures partenaires aussi bien sur le territoire qu'en dehors du territoire national.

Tableau 7 : Points des missions effectuées

Noms et Prénoms	Titres	Structures/pays visités	Objet de la mission
Hortense HOUSSIN	médecin	Hôpital de zone de Savalou	Renforcer les capacités du personnel de l'hôpital impliqué dans la PEC VIH en matière de PEC par les ARV
Doris AGBOT ON	Coordonnatrice centre ADIS Cotonou	AST/Togo	Echange et partage
		AMC/Togo	Mission d'appui PFAO sur gestion de projet
Doris AGBOT ON	Coordonnatrice centre ADIS Cotonou	Solidays Paris/France	Participation au festival

Hortense HOUSSIN	Médecin		
Bathilde AKPADO Arsène ADIFFON	Animatrice projet Grandir Directeur exécutif	Togo	Atelier de réflexion, de bilan et de perspective du programme GRANDIR

4 EQUIPE DE REALISATION ET FORMATIONS

4 1. EQUIPE DE REALISATION

Tableau 8 : Répartition du personnel par secteur et par zone en 2016

Secteurs	Zones d'intervention	Postes	Effectifs
Education	Collines : Savalou & Bantè	1 Coordinateur Programme Zou-Collines 1 Assistant Comptable 1 Chargé du volet pédagogique – Savalou 1 Animateur pédagogique – Bantè 1 Assistant volet social - Savalou 1 Animateur volet social – Savalou 1 Animateur volet social - Bantè 1 Assistant volet parrainage – Savalou 1 Animateur volet parrainage – Savalou 1 Agent de sécurité et d'entretien 1 Conducteur /Logisticien	11
	Cotonou	1 Assistant projet PADOE	1
Santé	Cotonou	1 Coordinatrice du centre ADIS 1 Médecin 1 Psychologue clinicien 3 Infirmiers d'Etat 1 Animatrice volet social 1 Animatrice volet nutrition 2 Techniciennes de Laboratoire (salariés à temps partiel) 1 Gestionnaire de Pharmacie 2 Aides-soignantes 3 animateurs projet Plan 1 Sage-femme 7 Médiateurs (dont 5 mis à disposition par Expertise France) 1 Chargé de sécurité et d'entretien	25
	Savalou	1 Infirmière d'Etat 1 Animateur Social (Projet PEC et Jeunes) 1 Psychologue clinicien 1 Animateur social (Projet PAQuav) 1 Animateur technique 1 Médiateur 1 Agent de sécurité et d'entretien	07
Direction Exécutive	Cotonou	1 Directeur Exécutif 1 Responsable Administratif et Financier 1 Comptable 1 Assistant comptable (Mis à disposition par l'Etat)	07

Secteurs	Zones d'intervention	Postes	Effectifs
		1 Secrétaire (Mis à disposition par l'Etat) 1 Chargé de Partenariat, Communication et Mobilisation de Financements 1 Agent de sécurité et d'entretien	
TOTAL			51

4.2 FORMATION DU PERSONNEL

Point des formations du personnel de RACINES au cours de l'exercice 2016

Thématiques de la formation	Bénéficiaires	Fonctions des bénéficiaires	Période	Structures organisatrices
SECTEUR EDUCATION SAVALOU				
Mobilisation communautaire	Personnel Education RACINES	Chargé Santé Préventive et Accompagnement Socio-Scolaire	14,15,16 mars 2016	ONG RACINES
Approche Orientée Changement (A.O.C)	Personnel RACINES Education	Chargé Santé Préventive et Accompagnement Socio-Scolaire	4 et 5 août 2016	ONG RACINES
Droits du travail	Personnel RACINES Education	Chargé Santé Préventive et Accompagnement Socio-Scolaire	14 décembre 2016	ONG RACINES
SECTEUR SANTE SAVALOU				
Techniques d'animation : utilisation d'outils d'animation et apprentissage à la co-animation	Personnel Santé Collines	Psychologue Animateur Social Animateur Technique Animateur Social	Juillet 2016	GAS / RACINES
Formation sur Excel avancé	Personnel Santé	Psychologue Animateur Social Animateur Technique Animateur Social	Août 2016	RACINES SAVALOU
Formation organisée dans le cadre du projet ONG Médiateurs sur: "Les droits humains et VIH"	Personnel Santé	Psychologue Animateur Social Animateur Technique Animateur Social	22 au 24 Novembre 2016	Plan International Bénin
SECTEUR SANTE COTONOU				
Cours régionaux sur la PEC VIH	ADONON Arsène	Infirmier assistant du Médecin responsable PEC PVIH	octobre 2016 à FSS à Cotonou	Bourse PNLS
Formation en suivi – Evaluation des programmes et projets	AGBOTON Doris	Coordonnatrice ADIS Cotonou	novembre 2016 à ISSP Burkina Faso	RACINES ; FF et Sidaction
formation sur la qualité des services VIH offerts aux populations clés	HOUSSIN Hortense ADONON Arsène ANATO Charlotte	Médecin responsable PEC PVIH Infirmier	Aout 2016	OCAL

Thématiques de la formation	Bénéficiaires	Fonctions des bénéficiaires	Période	Structures organisatrices
	Hermann ADJIDE	Gestionnaire de pharmacie Psychologue		
Violence basée sur le genre et le VIH et la stratégie du CCCD	Arsène ADIFFON Bruno Sèmalon Ruth KPADONOU Birkiss BAKARY Hermann ADJIDE	Directeur exécutif Animateur projet Animatrice projet Animatrice projet Animateur projet	11 au 13 octobre 2016 à Lokossa	Plan International Bénin

5. PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

Tableau 10 : Répartition des partenaires financiers par zone

Secteurs	Zones d'intervention	Partenaires Techniques et financiers
Education	Collines : Savalou et Bantè Atlantique	Association Partage AFD & Aide et Action RADEB
Santé	Cotonou	- Sidaction - Solidarité Sida - Fondation de France
	Savalou	- Solidarité Sida - Groupe d'Appui et de Solidarité

NB : Voir détails des financements dans le rapport financier.

RAPPORT FINANCIER

RACINES SANTE/EDUCATION/COLLINES/COTONOU																
Financement: Fonds propre																
RAPPORT FINANCIER D'UTILISATION DES FONDS PROPRES														2016		
Montant en F CFA																
Rubriques	janv.-16	févr.-16	mars-16	avr.-16	mai-16	juin-16	juil.-16	août-16	sept.-16	oct.-16	nov.-16	déc.-16	TOTAL	Ecaissé décaissé	Non encaissé	
PRODUITS														pour le fonctionnement		
EDUCATION																
Intérêt sur DAT CA			2 054 070						2 073 770				4 127 840	0	4 127 840	
Remboursement des dépenses autorisées sur DAT												2 400 000	2 400 000		2 400 000	
Intérêt prêt au personnel												1 659 299	1 659 299	1 659 299	0	
Loyer AGBATO									360 000				360 000			
Frais Administratifs divers projets												1 000 000	1 000 000			
Autres recettes Education	1 227 503	296 400		10 000		348 015			2 000 000	3 488 650		5 596 095	12 966 663	12 966 663		
Total 1 Education	1 227 503	296 400	2 054 070	10 000	0	348 015	0	0	4 433 770	3 488 650	0	10 655 394	22 513 802	14 625 962	6 527 840	
SANTE																
Consultation	76 500	116 500	125 500	119 500	90 000	82 000	92 500	96 000	105 500	124 000	112 500	75 500	1 216 000	1 216 000	0	
Cession Médicament Cotonou	193 800	223 700	216 800	170 600	164 000	154 800	129 300	209 100	191 300	205 000	257 600	208 000	2 324 000	2 324 000	0	
Cession Médicament Savalou													0	0	0	
Analyse Médicale	344 700	637 600	493 000	448 500	389 000	301 000	473 300	487 800	479 300	342 600	524 700	320 300	5 241 800	5 241 800	0	
Analyse Médicale: CD4	30 500	58 000	43 000	34 500	33 500	38 000	41 000						278 500	278 500	0	
Participation ESTHER/CARITAS/PLAN	80 000			80 000					82 700		260 000	282 337	785 037	785 037	0	
Farine ESTHER	206 200								962 500			330 000	1 498 700	1 498 700		
Frais Administratifs divers projets							428 510					2 789 990	3 218 500	3 218 500	0	
Autres recettes Santé	27 500							61 750				375 300	464 550	464 550	0	
Total 2 Santé	959 200	1 035 800	878 300	853 100	676 500	575 800	1 164 610	854 650	1 821 300	671 600	1 154 800	4 381 427	15 027 087	15 027 087	0	
Total produits du mois	2 186 703	1 332 200	2 932 370	863 100	676 500	923 815	1 164 610	854 650	6 255 070	4 160 250	1 154 800	15 036 821	37 540 889	Dépensé	Dette	
DEPENSES																
Dépenses RACINES Santé												5 411 133	5 411 133	5 411 133		
Dépenses RACINES Coordination												9 324 315	9 324 315	9 324 315		
Dépense s sur intérêt DAT et DAT												6 527 708	6 527 708	6 527 708		
Remboursement du solde de Partage consommé par les déficits antérieur												3 746 711	3 746 711	3 746 711		
Dépense CA												1 176 223	1 176 223	1 176 223		
Total dépenses du mois	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 186 090	26 186 090	26 186 090	0	
Solde fin du mois	2 186 703	3 518 903	6 451 273	7 314 373	7 990 873	8 914 688	10 079 298	10 933 948	17 189 018	21 349 268	22 504 068	11 354 799	11 354 799			
Excédent de recette												11 354 799				

RAPPORT FINANCIER DE LA COORDINATION DES PROGRAMMES (DIRECTION EXECUTIVE ET C.A)

Période du présent rapport: Janvier à Décembre 2016

CONTRIBUTION PARTAGE

I- DEPENSES

Code	Lbellés	BUDGET CFA	BUDGET EURO	DEPENSES		ECART	%
				CFA	EURO		
1	Coût d'investissement		0		0	0	
2	Formation		0		0	0	
3	Ressources humaines	13 507 240	20 592	12 928 590	19 710	578 650	95,72%
4	Fonctionnement	5 297 934	8 077	5 388 513	8 215	-90 579	101,71%
	Cotisation pour RAEE	1 071 680	1 634	1 082 329	1 650	-10 649	100,99%
	total	19 876 854	30 302	19 399 432	29 574	477 422	97,60%

CONTRIBUTION FONDS DE RESERVE ET INTERET DAT RACINES

I- DEPENSES

Code	Lbellés	BUDGET CFA	BUDGET EURO	DEPENSES		ECART	%
				CFA	EURO		
1	Investissement		0		0	0	
2	Ressources humaines	4 127 708	6 293	4 127 708	6 293	0	100,00%
3	Fonctionnement	0	0		0	0	
4	Formation et imprévu	0	0		0	0	
	total	4 127 708	6 293	4 127 708	6 293	0	100,00%

CONTRIBUTION RACINES

I- DEPENSES

Code	Lbellés	BUDGET CFA	BUDGET EURO	DEPENSES		ECART	%
				CFA	EURO		
1	Coût d'investissement	430 000	656	430 000	656	0	100%
2	Ressources humaines	5 555 000	8 469	4 831 271	7 365	723 729	87%
3	Fonctionnement	3 956 000	6 031	3 913 044	5 965	42 956	99%
4	Formation	150 000	229	150 000	229	0	100%
5	Fonctionnement CA	1 430 000	2 180	1 176 223	1 793	253 777	82%
	total	11 521 000	17 564	10 500 538	16 008	1 020 462	91%

CONTRIBUTION DES PARTENAIRES SANTE

I- DEPENSES

Code	Lbellés	BUDGET CFA	BUDGET EURO	DEPENSES		ECART	%
				CFA	EURO		
1	Ressources humaines	5 432 856	8 282	5 432 856	8 282	0	100%
3	Fonctionnement	4 883 460	7 445	4 883 460	7 445	0	100%
	total	10 316 316	15 727	10 316 316	15 727	0	100%

CONTRIBUTION DU FONDS DE RESERVE

I- DEPENSES

Code	Lbellés	BUDGET CFA	BUDGET EURO	DEPENSES		ECART	%
				CFA	EURO		
1	Etude Ecole Bilingue	2 400 000	3 659	2 400 000	3 659	0	100%
2		0	0		0	0	
	total	2 400 000	3 659	2 400 000	3 659	0	100%

Période du présent rapport: Janvier à Décembre 2016

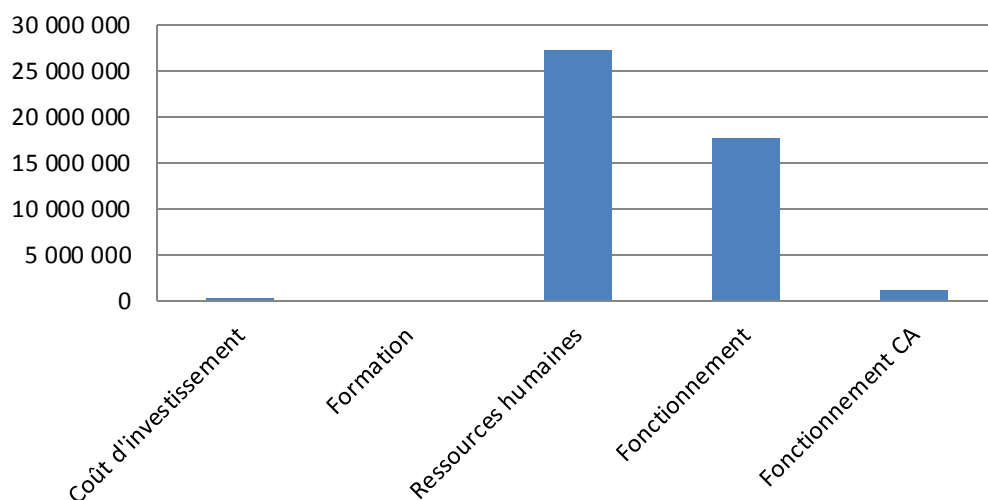
RECAP

Code	Lbellés	BUDGET CFA	BUDGET EURO	DEPENSES		ECART	%
				CFA	EURO		
1	Coût d'investissement	430 000	656	430 000	656	0	100%
2	Formation	150 000	0	150 000	0	0	100%
3	Ressources humaines	28 622 804	43 635	27 320 425	41 650	1 302 379	95%
4	Fonctionnement	17 609 074	26 845	17 667 346	26 934	-58 272	100%
6	Fonctionnement CA	1 430 000	2 180	1 176 223	1 793	253 777	82%
	total	48 241 878	73 316	46 743 994	71 032	1 497 884	97%

II- RECETTES

PARTENAIRES	MONTANT		%
	CFA	EURO	
PARTAGE	19 399 432	29 574	42%
PATETENAIRES SANTE	10 316 316	15 727	22%
Fonds de réserves + intérêt	6 527 708	9 951	14%
RACINES	10 500 538	16 008	22%
TOTAL	46 743 994	71 261	100%

REPARTITION DES DEPENSES COORDINATION PAR RUBRIQUE



FINANCEMENT COORDINATION PAR BAILLEUR

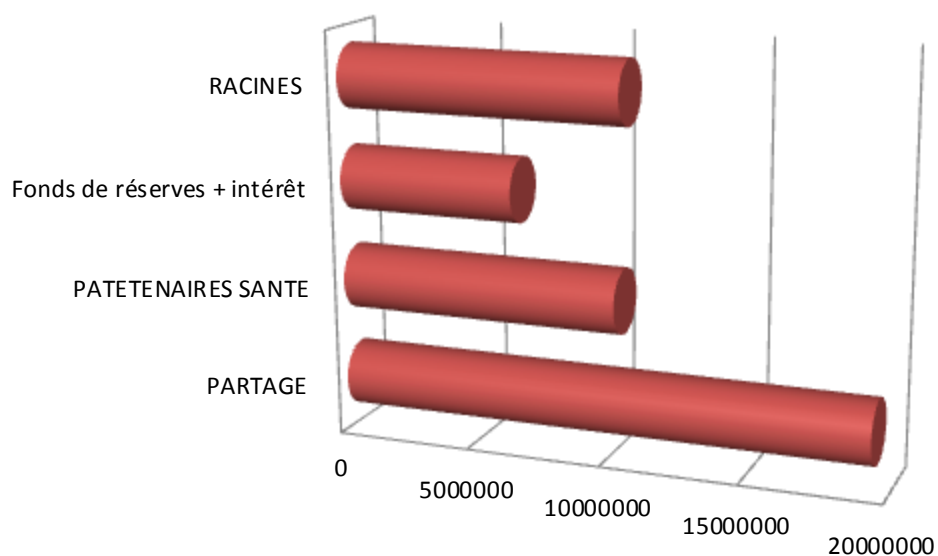


Tableau récapitulatif des dépenses et des recettes

Période du présent rapport: Janvier à Décembre 2016

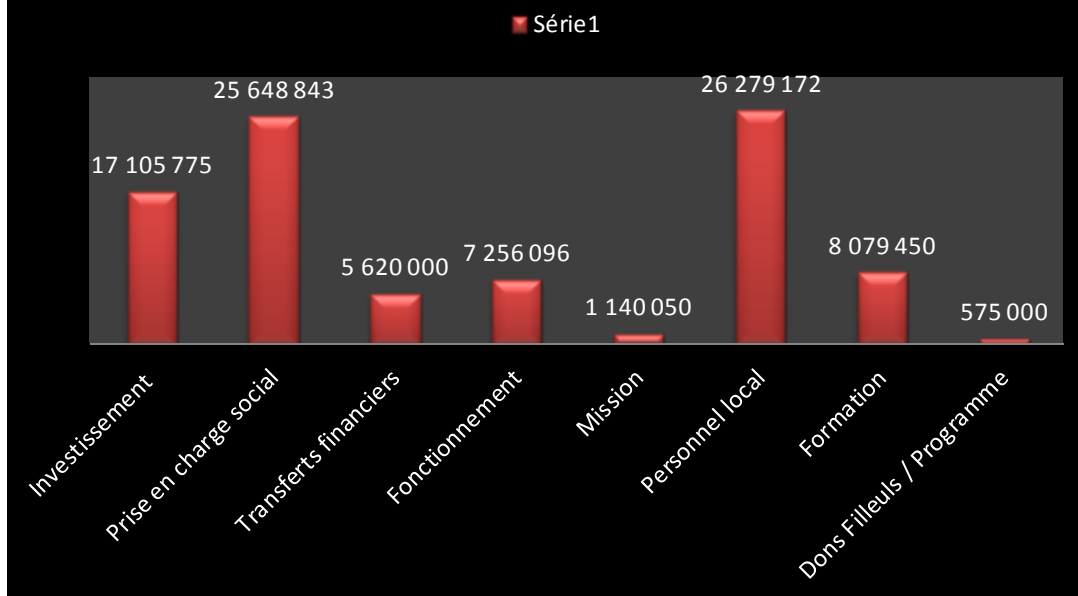
I- DEPENSES

Partenaires	Libellés	BUDGET		DEPENSES		ECART (CFA)	% Réal
		CFA	EURO	CFA	EURO		
Partage; Aides et Actions	Investissement	16 925 000	25 802	17 105 775	26 078	-180 775	101,07
	Prise en charge social	24 913 254	37 980	25 648 843	39 101	-735 589	102,95
	Transferts financiers	5 620 000	8 568	5 620 000	8 568	0	100,00
	Fonctionnement	6 986 200	10 650	7 256 096	11 062	-269 896	103,86
	Mission	1 200 000	1 829	1 140 050	1 738	59 950	95,00
	Personnel local	27 718 760	42 257	26 279 172	40 062	1 439 588	94,81
	Formation	9 619 000	14 664	8 079 450	12 317	1 539 550	83,99
	Dons Filleuls / Programme	575 000	877	575 000	877	0	100,00
	<i>total Coûts directs</i>	93 557 214	142 627	91 704 386	139 802	1 852 828	98,02

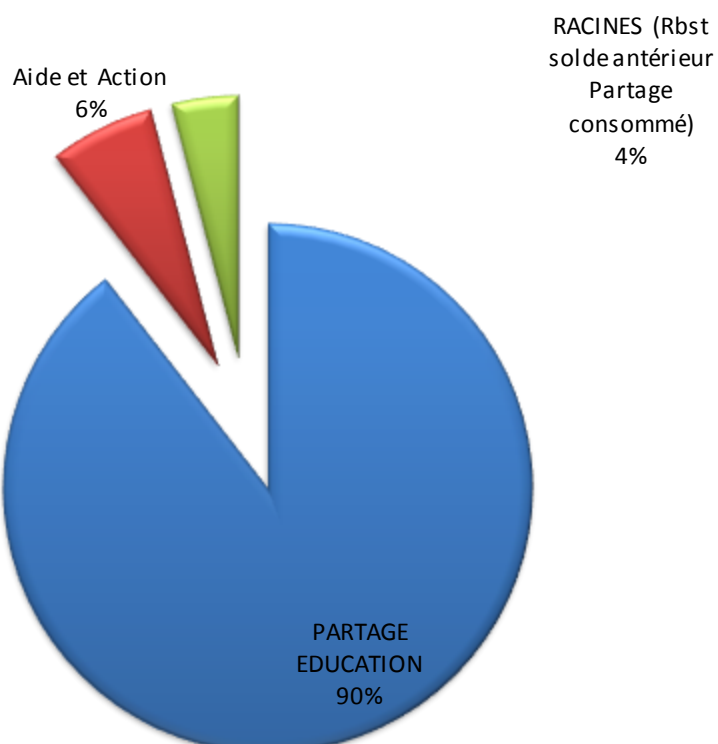
II- RECETTES

PARTENAIRES	Recettes Dépensées		%
	CFA	EURO	
PARTAGE EDUCATION	82 071 100	125 117	89,50%
Aide et Action	5 886 575	8 974	6,42%
RACINES (Rbst solde antérieur Partage consommé)	3 746 711	5 712	4,09%
TOTAL	91 704 386	139 802	100,00%

REPARTITION DES DEPENSES DU SECTEUR EDUCATION PAR RUBRIQUE EN 2016



II- REPARTITION RECETTES PAR BAILLEUR



RAPPORT FINANCIER SECTEUR SANTE DANS LES DEPARTEMENTS DU LITTORAL ET ZOU COLLINES

Période: janvier à décembre 2016

DEPENSES

		BUDGET		DEPENSES		ECART	
	POSTES	CFA	EURO	CFA	EURO	CFA	%
SIDACTION	Prise en charge médicale	2637604	4 021	2 426 146	3 698,64	211 458	92,0
	Ressources humaines	11 838 716	18 048	11 365 526	17 326,63	473 190	96,0
	Fonctionnement & fournitu	6 571 384	10 018	7 125 513	10 862,77	-554 129	108,4
	Psycho-sociale	599 544	914	215 100	327,92	384 444	35,9
	TOTAL SIDACTION PEC	21 647 248	33 001	21 132 285	32 215,96	514 963	97,6
GRANDIR	Equipement	3 386 000	5 162	3 386 000	5 162	0	100,0
	Aide Psycho & aliments	9 313 278	14 198	6 373 565	9 716,44	2 939 713	68,4
	Ressources humaines	14 745 258	22 479	13 940 105	21 251,55	805 153	94,5
	Fonctionnement & fournir	360 124	549	326 045	497,05	34 079	90,5
	Prise en charge médicale	1 919 495	2 926	1 939 390	2 956,58	-19 895	101,0
	TOTAL GRANDIR	29 724 155	45 314	25 965 105	39 584	3 759 050	87,4
SOLIDARITE	Prise en charge médicale	2 405 996	3 668	2 397 050	3 654,28	8 946	99,6
	Ressources humaines	10 315 160	15 725	10 340 330	15 763,73	-25 170	100,2
	Fonctionnement	3 410 000	5 199	3 397 895	5 180,06	12 105	99,6
	Aide Psycho & Social	2 370 000	3 613	2 365 930	3 606,84	4 070	99,8
	TOTAL SOLIDARITE	18 501 156	28 205	18 501 205	28 204,91	-49	100,0
SOLID Jeune	Formation	1 173 000	1 788	1 173 000	1 788,23	0	100,0
	Ressources Humaines	5 760 000	8 781	5 712 820	8 709,14	47 180	99,2
	Prise en charge Psycho-sociale	1 366 000	2 082	1 364 700	2 080,47	1 300	99,9
	Prise en charge médicale	550 000		591 500			
	Fonctionnement	324 578	495	324 578	494,82	0	100,0
	TOTAL Projet Jeune	9 173 578	13 985	9 166 598	13 974,39	6 980	99,9
	Prise en charge médicale	2 050 000	3 125	2 120 525	3 232,72	-70 525	103,4
	Pris en charge Psycho-sociale	2 435 000	3 712	2 363 170	3 602,63	71 830	97,1
	Ressources Humaines	8 056 906	12 283	8 036 608	12 251,73	20 298	99,7
	Fonctionnement	4 043 948	6 165	4 043 948	6 164,96	0	100,0
	TOTAL Fondation de France	16 585 854	25 285	16 564 251	25 252	21 603	99,9
RACINES	Prise en charge	620 500	946	620 500	945,95	0	100,0
	Ressources H	753 435	1 149	753 435	1 148,60	0	100,0
	Fonctionnement	3 996 198	6 092	3 996 198	6 092,16	0	100,0
	TOTAL RACINES	5 370 133	8 187	5 370 133	8 187	0	100,0
GA SIDACTION	Sidaction Recherche	4 909 407	7 484	4 909 407	7 484	0	100,0
	Sidaction Mobilisation de Ressource	2 175 321	3 316	2 175 321	3 316	0	100,0
	Equipement	40 000	61	40 000	61	0	100,0

OCAL PLAN	Formation	1 799 775	2 744	1 799 775	2 744	0	100,0
	Prise en charge médicale	253 545	387	253 545	387	0	100,0
	Prise en charge psychologique	4 049 465	6 173	4 049 465	6 173,37	0	100,0
	Ressources Humaines	9 575 706	14 598	9 575 706	14 598,07	0	100,0
	Fonctionnement	3 560 000	5 427	3 715 750	5 664,62	-155 750	104,4
	Total GAS	19 278 491	29 390	19 434 241	29 627	-155 750	100,8
	Ressources Humaines	4 080 000	6 220	3 959 720	6 037	120 280	97,1
	Fonctionnement	600 000	915	552 840	843	47 160	92,1
	TOTAL PLAN BENIN	4 680 000	7 135	4 512 560	6 879	167 440	96,4
	Equipement	6 412 000	9 775	6 412 000	9 775	0	100,0
	total	138 457 343	211 077	134 143 106	204 500	4 314 237	96,9

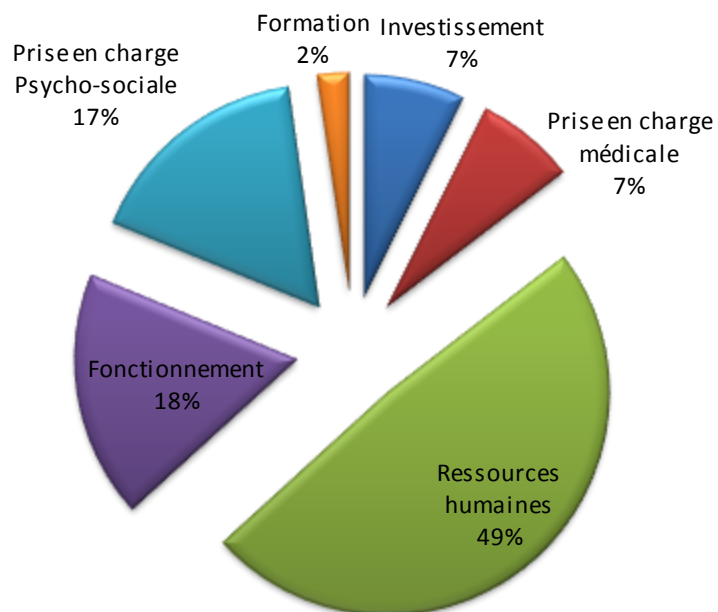
I- DEPENSES SANTE RECAP

Postes du budget	Montant du budget (I)		Dépenses		Ecart (I-II)	
	F CFA	Euros	F CFA	Euros	Brut F CFA	%
Investissement	9 838 000	14 998	9 838 000	14 998	0	100%
Prise en charge médicale	9 816 640	14 965	9 728 156	14 830	88 484	99%
Ressources humaines	66 745 852	101 753	65 304 921	99 557	1 440 931	98%
Fonctionnement	23 420 882	35 705	24 037 417	36 645	-616 535	103%
Prise en charge Psycho-sociale	25 663 194	39 123	22 261 837	33 938	3 401 357	87%
Formation	2 972 775	4 532	2 972 775	4 532	0	100%
TOTAL	138 457 343	211 077	134 143 106	204 500	4 314 237	97%

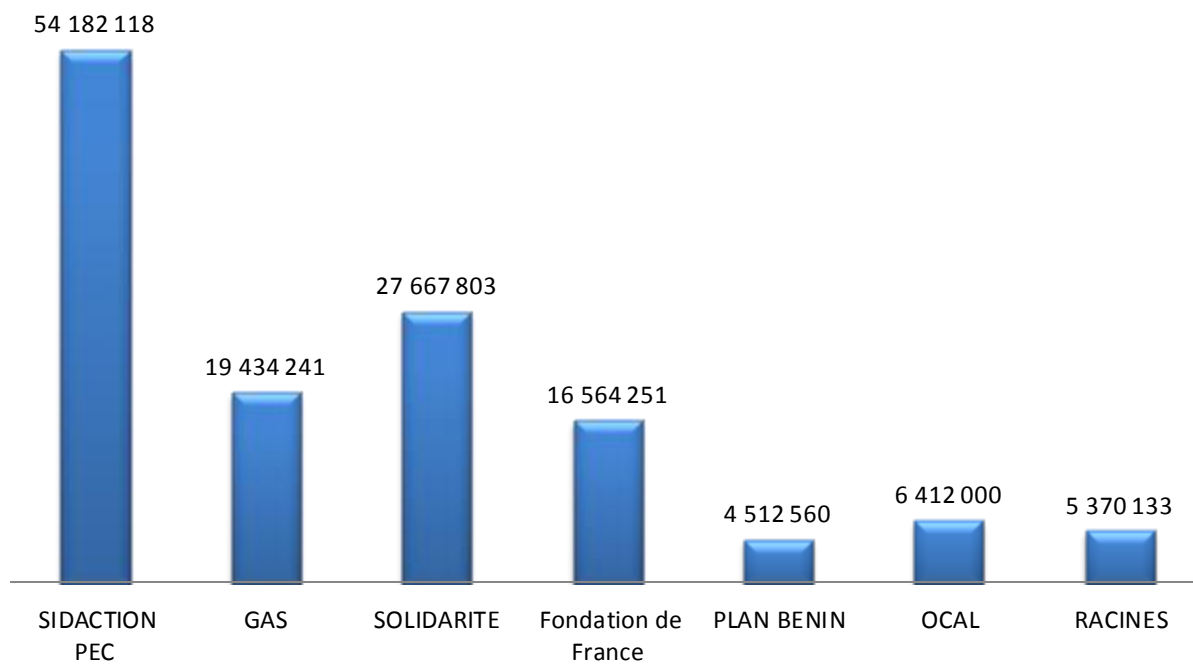
RECETTES SANTE

	MONTANT		%
	CFA	EURO	
PARTENAIRES			
SIDACTION PEC	54 182 118	82 600	40,39%
GAS	19 434 241	29 627	14,49%
SOLIDARITE	27 667 803	42 179	20,63%
Fondation de France	16 564 251	25 252	12,35%
PLAN BENIN	4 512 560	6 879	3,36%
OCAL	6 412 000	9 775	4,78%
RACINES	5 370 133	8 187	4,00%
TOTAL	134 143 106	204 500	100,00%

DEPENSES SECTEUR SANTE 2016



FINANCEMENT DU SECTEUR SANTE PAR BAILLEURS 2016



RAPPORT FINANCIER GLOBAL DE L'ASSOCIATION RACINES: SECTEUR EDUCATION, SANTE ET LA COORDINATION

Tableau récapitulatif des dépenses et des recettes

Période du présent rapport: Janvier à Décembre 2016

I- SYNTHESE DES DEPENSES 2016

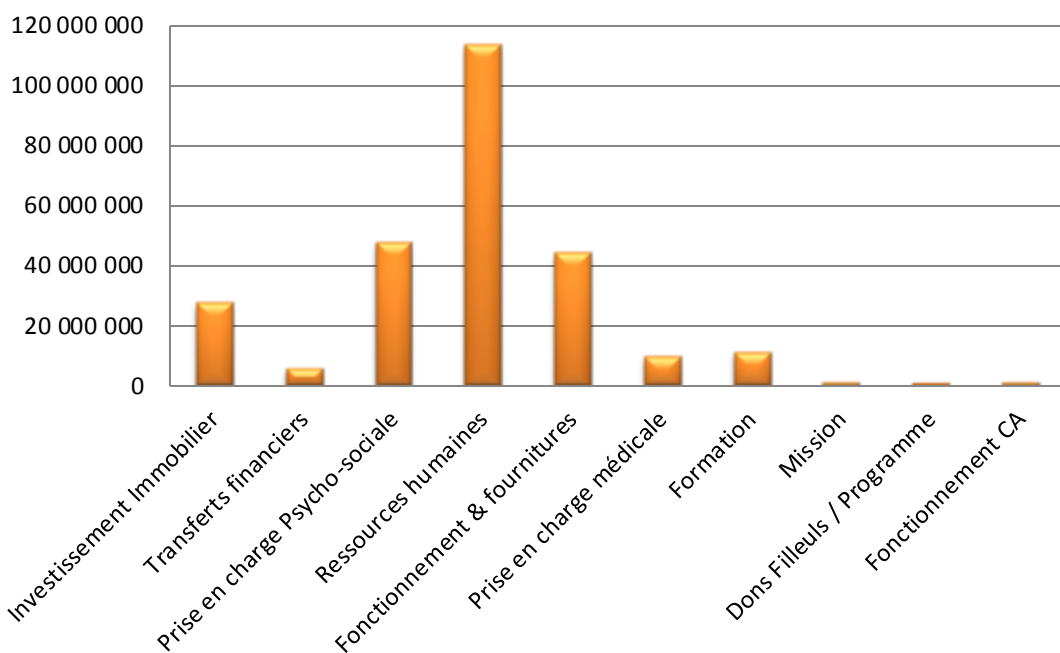
Postes du budget	Montant du budget (I)		Dépenses (II)		Ecart (I-II)	
	F CFA	Euros	F CFA	Euros	Brut F CFA	%
Investissement Immobilier	27 193 000	41 455	27 373 775	41 731	-180 775	101%
Transferts financiers	5 620 000	8 568	5 620 000	8 568	0	100%
Prise en charge Psycho-sociale	50 576 448	77 103	47 910 680	73 039	2 665 768	95%
Ressources humaines	117 654 560	179 363	113 471 662	172 986	4 182 898	96%
Fonctionnement & fournitures	43 132 696	65 755	44 077 399	67 196	-944 703	102%
Prise en charge médicale	9 816 640	14 965	9 728 156	14 830	88 484	99%
Formation	12 741 775	19 425	11 202 225	17 078	1 539 550	88%
Mission	1 200 000	1 829	1 140 050	1 738	59 950	95%
Dons Filleuls / Programme	575 000	877	575 000	877	0	100%
Fonctionnement CA	1 430 000	2 180	1 176 223	1 793	253 777	82%
TOTAL	269 940 119	411 521	262 275 170	399 836	7 664 949	97,16%
	269 940		262 275			
	119		170			
	0		0			

II- RESSOURCES 2016

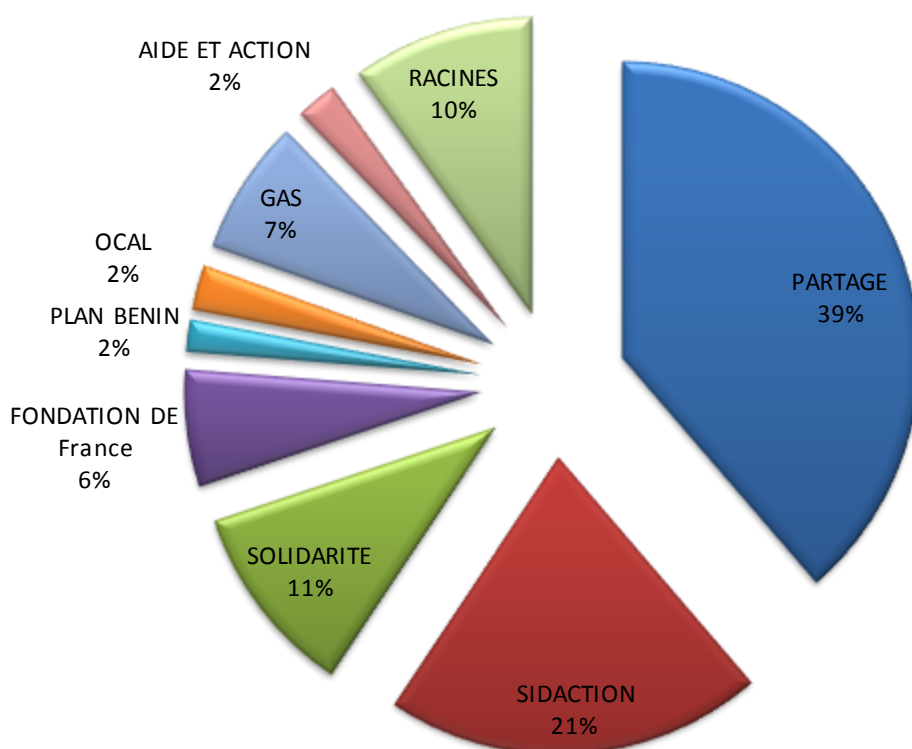
655,957

PARTENAIRES	Solde 2015	Transfert	Recette Dépensées		%	Solde 2016
			CFA	EURO		
PARTAGE	7 007 808	101 347 325	101 470 532	154 691	38,7%	3 752 763
SIDACTION		53 985 652	54 182 118	82 600	20,7%	
SOLIDARITE		27 667 803	27 667 803	42 179	10,5%	
FONDATION DE France	186000	16 398 310	16 564 251	25 252	6,3%	
PLAN BENIN		4 512 560	4 512 560	6 879	1,7%	
OCAL		6 412 000	6 412 000	9 775	2,4%	
GAS		19 434 241	19 434 241	29 627	7,4%	
AIDE ET ACTION		5 886 575	5 886 575	8 974	2,2%	
RACINES		36 364 666	26 145 090	39 858	10,0%	
TOTAL	7 193 808	272 009 132	262 275 170	399 836	100%	3 752 763

SYNTHESE DES DEPENSES PAR RUBRIQUES



FINANCEMENT DES DEPENSES



EVOLUTION DU BUDGET DE RACINES DEPUIS 2008

ANNEE	MONTANT
2008	305 103 111
2009	365 822 228
2010	330 153 975
2011	296 849 288
2012	222 639 364
2013	211 796 165
2014	222 225 386
2015	269 940 119
2016	286 817 511
2017	298 745 393

REPRESENTATION GRAPHIQUE

